

# fenêtres s/ cours

16 juin 2020  
Numéro 467

Le journal du SNUipp-FSU

dossier  
RASED, plus  
que jamais

**École, pas  
de retour  
à l'anormal**

grand angle  
La solidarité  
au menu

métier  
La classe  
"à tâtons"

« **COMME NOUS,  
REJOIGNEZ LA CASDEN,  
LA BANQUE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE !** »

*Carmen, Élise et Matthieu, Professeurs des écoles*



12 **dossier**

**RASED, plus que jamais**

Les RASED sont confrontés à une nouvelle diminution de postes alors qu'après la crise, les besoins d'aide des équipes enseignantes et des élèves augmentent.



5 **L'enfant**

**Charge mentale : même les enfants !**

6 **actu**

**École, pas de retour à l'anormal ! 8/ Direction : ça recommence 9/ Les paradoxes de la rentrée**

10 **grand angle**

**La solidarité au menu à La Courneuve**

21 **métier&pratiques**

22 / ASE & école : accord mineur  
24 / Des colos cet été / Illusoire continuité / Interview Sylvain Connac  
26 / École sous protocole  
28 / Le bonheur est dans le cycle



30 **lire/sortir!**

**Bienvenue en terres japonaises**



32 **société**

**Ségur de la santé : au chevet du malade**

34 **interview**

**Stéphane Bonnéry « Aller vers une école de culture commune »**

**éditorial**  
**Un monde à construire**

Le ministre de l'Éducation nationale veut tirer profit du contexte sanitaire pour avancer à marche forcée vers cette « école de la confiance » qu'il a mise en livre avant de vouloir la mettre en œuvre. La fameuse « continuité pédagogique »

sert de terrain d'essai au développement d'une école numérique qui laisse sur le côté les élèves issus des milieux défavorisés. Le retour à l'école engagé de manière paradoxale avec le volontariat des familles place les enseignants devant le défi quasi insurmontable de faire revenir ces mêmes élèves à

l'école. Et ce n'est pas la mise en place catastrophique des 2S2C qui y contribuera. Mais là encore, l'objectif ne serait-il pas de recentrer encore plus l'école sur les fondamentaux ?

Le ministre sait que ce que l'on retient de ses propos, c'est la petite phrase plutôt que le grand serment. Ainsi c'est de la « faible conscience professionnelle d'une minorité » que s'empare la presse parce qu'il ne peut s'empêcher de l'évoquer. En parlant à tout le monde, le ministre s'adresse d'abord à son monde.

Un monde bousculé par les manifestations de plus en plus nombreuses dénonçant le racisme et les violences policières. Un monde bousculé le 16 juin par le soutien apporté aux personnels hospitaliers qui réclament leur dû. Un autre monde est à construire, ensemble.

**RÉGIS METZGER**

**FENÊTRES SUR COURS** Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:** Régis Metzger **RÉDACTION:** Francis Barbe, Lilia Ben Hamouda, Laurent Bernardi, Mathilde Blanchard, Arnaud Malaisé, Jacques Mucchielli, Emmanuelle Quémard, Nelly Rizzo, Francette Popineau, Virginie Solunto **CONCEPTION-RÉALISATION:** NAJApress / direction éditoriale : Julie Matas, graphique : Susanna Shannon **IMPRESSION:** SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ:** Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 1 euro **ABONNEMENT:** 23 euros ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



**ÊTRE  
CONSIDÉRÉ-E,  
ÇA COMMENCE  
PAR ÊTRE  
MIEUX PAYÉ-E.**

**C'EST BEAUCOUP DEMANDER ?**



**SNUipp  
FSU**

DES IDÉES QUI FONT ÉCOLE

## Charge mentale : même les enfants !

La charge mentale, on connaît chez les femmes, les mères tout particulièrement. Mais voilà qu'on apprend que les enfants en sont eux aussi victimes. Hyper-sollicitation, hyperstimulation, peur de décevoir... autant de pressions subies quotidiennement par certains, et cela dès leur plus jeune âge. Une situation qu'analyse Aline

Nativel Id Hammou dans son livre *La Charge mentale des enfants, quand nos exigences les épuisent*. La charge mentale qu'elle définit comme « *des opérations mentales obligatoires et nombreuses qui demandent un effort de concentration, de compréhension et d'adaptation* ». Une définition qui, selon la psychologue, s'applique

aisément aux enfants d'aujourd'hui. Et pour cause, depuis quelques années, elle voit défiler dans son cabinet des enfants littéralement épuisés. « *Emploi du temps saturé, pression scolaire mais aussi familiale pour être parmi les meilleurs... Être enfant est devenu un vrai métier* », explique-t-elle.

### « ÊTRE ENFANT EST DEVENU UN VRAI MÉTIER »

**LA CHARGE MENTALE**  
chez l'enfant peut entraver  
les apprentissages.



© Millerand/NAJA

### DE LA COLÈRE À LA DÉPRIME

Les manifestations de cette charge mentale varient d'un enfant à l'autre, certains semblent épuisés, tristes, anxieux, parfois mutiques ou encore carrément déprimés. Pour d'autres, cela prendra la forme d'une grande agitation. Autant de symptômes qui n'alertent pas tout de suite les proches. Chez les tout-petits, cela peut se traduire par des crises de colère, l'enfant dira « non » de façon répétée, affirmera qu'il est fâché, ne voudra plus faire de câlins ni jouer. Chez les plus grands, qui ont plus tendance à se conformer, les maux sont plus difficiles à cerner. Désireux de faire plaisir aux adultes, ils masquent leur souffrance, raisonnent en « je dois », « il faut que » du matin au soir, parfois même dans leur sommeil. « *Il y a une espèce de dissonance entre ses émotions et son comportement ; tout son mal-être, l'enfant va l'exprimer dans des situations inadaptées. Il aura des problèmes de sommeil ou encore manifestera des troubles anxieux : être toujours dans une anticipation négative de ce qui va lui arriver, perdre plaisir dans ses activités, voire régresser* ». Autant d'éléments qui doivent certes alerter les parents mais aussi les enseignants lorsqu'ils notent un changement de comportement chez leurs élèves. LILIA BEN HAMOUDA

# École, pas de retour à l'anormal !

Pendant que les enseignants tiennent le service public d'éducation, le ministre instrumentalise la crise pour avancer sa vision de l'école. De son côté, le SNUipp-FSU entend bien proposer son projet pour l'école d'après.

Après plus de trois mois sans école habituelle, Jean-Michel Blanquer accélère son projet. Il communique comme si septembre était une rentrée ordinaire. Les « vacances apprenantes » confiées à l'éducation populaire pour un million d'élèves, sont présentées comme un rattrapage « miraculeux » qui n'a pas lieu d'être. Les évaluations nationales de septembre, d'autant plus stigmatisantes pour des élèves ayant été coupés de la classe, sont maintenues sans que l'on se soucie de la nécessaire adaptation des programmes. Plusieurs mesures instaurées en réponse au contexte exceptionnel semblent même servir d'expérimentation grandeur nature et s'installeraient durablement. C'est le cas de l'enseignement à distance et du dispositif 2S2C (voir page 8). En parallèle, les tâtonnements pédago-

giques provoqués par la crise ou l'engagement des directrices et directeurs et la responsabilisation accrue qui leur a été donnée, non sans souffrance professionnelle, sont instrumentalisés par le ministre pour développer son projet.

## DESTRUCTURATION EN COURS

En effet, il organise une école réduite aux « fondamentaux », en externalisant des disciplines, soumises alors à des capacités territoriales inégales et remettant en cause la polyvalence du métier. Les notes de la DGSCO sur les activités conseillées pour la fin d'année, les états généraux du numérique à venir, ou les directives pour une formation continue étriquée contribuent à imposer cette vision de l'enseignement. Un enseignement qui pourrait bien être dispensé en alternance en pré-

sentiel ou en distanciel. Parallèlement, le projet de loi créant un emploi fonctionnel de direction ressemblant à un supérieur hiérarchique, met à mal l'historique collectif de pairs de l'école primaire. Aux modifications structurelles, s'ajoute un renoncement à l'école pour toutes et tous. Le volontariat des familles, s'il est un moyen de répondre à l'impossibilité d'accueillir tous les enfants, déresponsabilise l'institution et fait porter le choix de la scolarisation sur les parents.

## CONSTRUIRE L'ÉCOLE D'APRÈS

Le ministre ne mentionne aucunement les REP et tente d'imposer un nouveau terme, les « décrocheurs », devenus responsables de leur échec scolaire. L'absence de référence aux REP et l'individualisation répétée, développée par les

pratiques mises en place lors de la crise sanitaire, s'oppose également à l'école où on interagit et où on apprend ensemble. Pour le SNUipp-FSU, la rentrée de septembre ne peut être une rentrée ordinaire et c'est d'un plan d'urgence dont l'école a besoin. Un temps de pré-rentrée supplémentaire pour revoir les programmations, des mesures budgétaires pour des postes de RASED, PMQC et infirmières nécessaires afin d'accompagner au mieux les élèves, et en particulier celles et ceux que la crise et ses conséquences auront lésés. La situation qui a exacerbé les inégalités doit justement nous amener à réfléchir à l'école d'après que nous voulons. Une école ambitieuse et émancipatrice pour tous les élèves qu'il est urgent de construire collectivement. MATHILDE BLANCHARD



## PROTOCOLE, SAISON 2

Le président du conseil scientifique COVID 19 a annoncé un possible allègement du protocole, en particulier pour les repas, l'EPS ou les récréations. Si le protocole dénature l'enseignement et peut mettre à mal PE comme élèves, s'il empêche un retour de l'ensemble des élèves dans les classes à temps plein, il ne peut toutefois être modifié selon des bons vouloirs individuels. Les enseignants sont donc dans l'attente des décisions du conseil scientifique, dans des délais raisonnables, avant une mise en œuvre. En effet au-delà du protocole, ce sont les modifications de dernières minutes qui fragilisent une organisation déjà complexe.

## opinion

### GAËLLE MARTINEZ, DÉLÉGUÉE FONCTION PUBLIQUE À SOLIDAIRES.

« Le 16 juin est une journée de lutte des personnels soignants. Depuis plus d'un an, ils et elles portent leurs revendications de moyens matériels et humains pour l'hôpital comme d'une reconnaissance salariale. Ces personnels ont été plus que mobilisés pendant la crise que nous venons de connaître. Ils ont largement pâti de toutes les orientations et décisions prises par le passé. Bien entendu, plus largement, c'est bien la question des services publics qui ont été et continuent d'être démantelés qui se posent. Nous, agents et agentes publics, ainsi que toute la population ne devons pas accepter ces destructions. La crise a montré à quel point les services publics sont essentiels à la population. Il est indispensable aujourd'hui de revendiquer la reconstruction de services de publics de qualité, au plus près des citoyens et citoyennes dans l'ensemble des territoires. »



## Direction : ça recommence

L'engagement des directrices et directeurs d'école dans la gestion de la crise du Covid-19 était une occasion à ne pas manquer. Éjectée par la porte à l'occasion du débat sur la loi « pour une école de la confiance », l'obsession de donner un statut hiérarchique à la direction revient par la

« fenêtre de tir » parlementaire du groupe LREM. Maligne, la rédaction de la proposition de loi ne fait pas mention d'un statut au sens strict du terme. Mais les précautions de vocabulaire et les promesses d'amélioration des conditions de travail n'y changent rien, c'est

bien d'une caporalisation de la fonction dont il s'agit cette fois encore. Pour le SNUipp-FSU en tout cas, comme pour l'immense majorité des PE, c'est toujours non. Décryptage et commentaires dans le quatre pages joint à ce numéro de Fenêtres sur cours.

## 2S2C : un dispositif à double tranchant

Dans le cadre de la réouverture des écoles et des établissements, le dispositif 2S2C\* vise à « élargir l'accueil » des élèves sur le temps scolaire en autorisant les collectivités à organiser des activités portant sur le sport, la santé, le civisme et la culture, dans le cadre d'une convention avec l'État.

Ce dispositif permet d'externaliser aux communes et aux associations tout ce qui ne sera pas les « fondamentaux », remettant ainsi en cause la polyvalence des enseignants et enseignantes du 1<sup>er</sup> degré.

De plus, ces 2S2C sont sources d'inégalités territoriales. Le dispositif pourrait préfigurer une rentrée avec cours le matin et activités non obligatoires l'après-midi, un système qui creuse les inégalités sociales avec le risque que ces activités périscolaires ne se substituent aux activités disciplinaires dispensées à tous les élèves. Le SNEP-FSU, syndicat majoritaire de l'éducation physique et le SNUipp-FSU ont quant à eux pointé les attaques contre l'EPS, 3<sup>e</sup> discipline en volume horaire et ses enseignants, personnels qualifiés pour un



© Millierand/NAJA

enseignement pour toutes et tous de l'éducation physique.  
\*Sport - santé - culture - civisme

## Démissions en hausse

À la rentrée 2018, 2,3% des enseignants et des enseignantes en poste à la rentrée précédente avaient définitivement quitté l'Éducation nationale d'après une étude de la Depp. Des départs à la retraite pour la plupart, mais aussi des démissions de personnels titulaires ou de stagiaires. Si dans le 1<sup>er</sup>

degré ces démissions sont peu nombreuses dans l'absolu (853 en 2017-2018), elles ont été multipliées par cinq en dix ans et concernent 2,5% des PE stagiaires qui jettent l'éponge en cours de formation.  
**LA NOTE DE LA DEPP À LIRE SUR WWW. EDUCATION.GOUV.FR**

## CHSCT dilués

Pourquoi ne pas supprimer quelque chose qui fonctionne ? Le raisonnement absurde semble valoir pour les CHSCT dont le ministère de la Fonction publique propose la dilution dans

les comités techniques paritaires. Un groupe de travail a été instauré pour examiner le projet de décret portant fusion des instances de dialogue social dans la Fonction publique. Les syndicats ont claqué la porte.

## Focus

### BRÛLOT

« Une loi pour l'école de la confiance qui couvre de facto une politique de la défiance inédite à l'égard de la pédagogie », « un aveuglement scientifique et des mesures idéologiques marquées dans les faits du sceau d'une pensée conservatrice et néolibérale sommaire », « une culture élitiste qui trie, hiérarchise et sélectionne les élèves, mettant en place la compétition de tous et l'élimination des plus faibles. »

Ces mots ne sont pas ceux d'un syndicaliste énervé, mais d'un groupe de hauts fonctionnaires de l'administration centrale, de Dasen, d'inspecteurs, d'enseignants et de formateurs. Dans une longue tribune publiée en mai par le Café pédagogique, le « Groupe Grenelle » s'en prend violemment à la politique conduite par Jean-Michel Blanquer et son équipe depuis leur arrivée aux commandes de l'Éducation nationale. Et tout y passe, de la gestion calamiteuse de la crise du Covid-19 à la « mise au pas » d'une institution toute entière, en passant par la dénonciation d'un projet « réactionnaire » pour l'ensemble du système éducatif et le dévoiement des « idéaux de l'école de la République. » À suivre...

À LIRE SUR WWW.CAFEPEDAGOGIQUE.NET

## Les paradoxes de la rentrée

1688 postes supplémentaires sont créés pour la rentrée prochaine afin de sanctuariser l'école en milieu rural, de tenter d'améliorer les taux d'encadrement en milieu urbain, de limiter les effectifs à 24 en grande section de maternelle et de les dédoubler en REP+. Or, les priorités et les urgences ont changé. Et alors que le ministre de l'Éducation nationale communique sur une attention particulière à porter aux élèves les plus fragiles, il supprime des postes qui constituent pourtant des ressources précieuses dans cette optique. Quant aux moyens en remplacement des PE absents, qui constituent la première des « continuités pédagogiques », ils se voient une nouvelle fois ponctionnés. Le SNUipp-FSU réclame un collectif budgétaire pour faire face à tous ces besoins.

RENTREE 2016

3220

RENTREE 2017

2826

RENTREE 2018

1496

RENTREE 2019

789

RENTREE 2020

448\*

MOINS DE REMPLAÇANTS

-211 postes\*

MOINS DE RASED

-72 postes\*

MOINS DE « PLUS DE MAÎTRES »

\*sur 93 départements

## 3 questions

### ET APRÈS...

Jean François Julliard est directeur général de Greenpeace France, association signataire de *Plus Jamais ça : 34 mesures pour un plan de sortie de crise*.

### 1. POURQUOI UN PLAN DE SORTIE DE CRISE ?

On se rend compte que si l'on veut mener une véritable transition écologique, il faut intégrer la dimension sociale. Cela passe par un travail commun avec d'autres acteurs que les organisations environnementales et notamment les syndicats. Nous sommes convaincus que si l'on veut être efficaces et avoir un réel impact dans la société, il nous faut arriver à conjuguer crise sociale et crise environnementale. Et pour intégrer la question de l'emploi, il nous faut arriver à formuler des propositions avec les syndicats.

### 2. QU'EST-CE QUE GREENPEACE APPORTE À CES PROPOSITIONS ?

On apporte des propositions relatives à l'urgence climatique avec des mesures contraignantes pour les grandes entreprises. On souhaite qu'elles soient elles aussi soumises à l'accord de Paris, qui rappelle le a été signé

en 2015 lors de la COP21. Cet accord, signé par les gouvernements, est censé réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. S'il n'y a pas de contraintes pour les grandes entreprises, notamment celles qui sont les plus polluantes, on n'atteindra jamais les objectifs de cet accord. Nous proposons donc que cela passe par une loi.

### 3. PENSEZ-VOUS CITOYENS PRÊTS À FAIRE DES SACRIFICES ?

Oui, nous le pensons. Et ce n'est pas qu'une intuition. Un certain nombre d'études d'opinion menées pendant le confinement montrent que jamais nos concitoyens n'ont été autant demandeurs de véritables transformations sociétales. Ils sont majoritairement prêts à mener à bien de vrais changements comme la façon dont ils se nourrissent, se déplacent, se logent, se chauffent... Bien évidemment, on ne peut pas demander les mêmes efforts à tous. Ces efforts doivent être différenciés, surtout lorsque l'on sait que plus on est riche, plus on émet de gaz à effet de serre. Les plus aisés, qui prennent l'avion, qui consomment plus, ont une empreinte environnementale plus importante. Pour autant, en termes d'état d'esprit, les catégories les plus démunies sont tout autant désireuses de mieux manger, de mieux se loger... Et donc, oui on y croit. PROPOS RECUEILLIS PAR LILIA B.H.

# La solidarité au menu à La Courneuve

Pendant le confinement, comme dans de nombreuses communes de France, une aide alimentaire exceptionnelle a été distribuée à La Courneuve où 43% des habitants vivent en-dessous du seuil de pauvreté. En France, la demande d'aide a bondi de 47%.

Bousculades, bruit, cohue, cris, vérification musclée des attestations de tout le monde, l'ambiance est électrique à la sortie de la gare RER de La Courneuve-Aubervilliers : bienvenue dans le 9.3. Une sensation oppressante s'impose en cette période de déconfinement, une montée en tension qui pourtant s'estompée aussitôt les portes de la gare franchies. Le contraste est saisissant, les rues sont désertes, la circulation des véhicules réduite, ni chalands, ni enfants, ni jeunes. À La Courneuve, la vie n'a pas repris son cours. Fortement touchés par le Covid 19, les habitants restent claquemurés dans des logements souvent exigus et gèrent le quotidien comme ils le peuvent. « Ici les gens sont dans une très grande précarité, de nombreuses familles vivent avec moins de 3 euros par jour, voire avec rien du tout, sans compter celles qui passent en-dessous des radars du CCAS (centre communal d'action sociale). La précarité et les diffi-

cultés des familles sont réelles et se sont amplifiées avec le confinement », relate Michel Chartron, président du Secours populaire. Au niveau national, l'association a constaté une hausse de 47% des demandes d'aide alimentaire. Tous les jours, avec son équipe de bénévoles, ils sont sur le pont pour collecter, trier ou distribuer des colis à 285 familles. Une aide essentielle, mais qui est loin de couvrir l'ensemble des besoins tant les demandes ne cessent de croître. « La plupart du temps, le seul vrai repas des enfants se fait à la cantine. Souvent chez eux, ils ne mangent ni équilibré ni à leur faim. Les difficultés s'avèrent d'autant plus importantes que les familles sont souvent nombreuses », précise-t-il.

## DES DIFFICULTÉS ANCRÉES

Cette réalité sociale est palpable dans ce quartier des 4000 Nord, en réhabilitation depuis cinq ans, où le squelette de la grande barre Robespierre en cours de démolition marque encore le paysage. « 43% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'important pour nous était de garder le contact avec tous nos habitants », déclare Mélanie Davaux, adjointe à l'éducation à la mairie de La Courneuve. Huit distributions de paniers de fruits et légumes ont eu lieu sur simple présentation de justificatif de domicile. « Cela représente plus de 50 tonnes de marchandises et concerne environ 5500 familles », précise-t-elle. Une allocation d'urgence de 100 euros par enfant scolarisé a aussi été mise en place pour les familles les plus modestes. À ce jour, 175 500 euros ont été versés, au bénéfice de 1755 enfants dont 1245 du primaire. « Ouvrir le service de restauration dès le 11 mai était une évidence afin de permettre aux enfants de



000000

## PARADOXE

Ce sont les élèves qui ont le plus besoin de cantine qui la fréquentent le moins, selon le rapport du CNESCO de 2017 sur la restauration scolaire en France. 40% des enfants des familles défavorisées ne mangent pas à la cantine contre 17% des élèves issus de familles de catégories socioprofessionnelles supérieures et seuls 40% des établissements proposent des tarifs directement indexés sur le revenu des parents.

manger à nouveau de la viande et des produits frais », ajoute Mélanie. « La mairie a fait le choix d'une tarification progressive qui débute à 58 centimes d'euro et engagé une réflexion sur le bio, le local, la qualité de l'encadrement et le gaspillage alimentaire », ajoute l'élue.

## UN ENGAGEMENT CITOYEN

Aider la population des 4000, c'est aussi l'objectif de la Maison pour tous. Sylvie Loua, référente famille précise : « La Maison est un espace pour s'engager pour les autres, pour permettre des projets initiés par et pour les habitants du quartier, un lieu d'information autour de la convivialité ». Sabah Ibsatenne, mère de trois enfants, habitante engagée, parent d'élève élue, membre du projet éducatif territorial de la ville et du comité de voi-

sinage sert de relais avec les familles, informe ou conseille. « Beaucoup ont besoin d'aide alimentaire car de nombreuses personnes ont perdu leur emploi ou ont été au chômage partiel, on n'en parle pas à la télé mais c'est une réalité. Avec la fermeture des marchés, les prix dans les supermarchés ont augmenté et la fermeture de la

cantine, ça n'a pas aidé ». L'entraide, la solidarité ne sont pas de vains mots pour Sabah, « dans nos quartiers, il n'y a pas que des voitures brûlées, il y a de la chaleur humaine. »

## DISCRÉTION ET RETENUE

« On a des familles très dignes qui ne font pas part de leurs difficultés. On devine, on a des doutes mais aucune ne m'a sollicité clairement pour une aide », rapporte Yasmine Mahtalla, directrice de l'école Robespierre. Dans cette école de 10 classes, l'équipe enseignante a su garder des liens avec les parents pendant le confinement et exprime sa fierté d'avoir conservé le contact avec la quasi-totalité des élèves. Cette pudeur des parents d'élèves, c'est aussi le constat que fait Antonin Mourey, enseignant à l'école



## UN DROIT À LA CANTINE SCOLAIRE POUR TOUS LES ENFANTS

« Le droit à l'inscription à la cantine des écoles primaires pour tous les enfants est un corollaire au droit à l'éducation et à l'obligation scolaire », écrit Jacques Toubon, le Défenseur des droits, dans son rapport publié en juin 2019. Il fait le constat des difficultés d'accès à la restauration scolaire pour certains enfants et notamment ceux issus des familles pauvres. Une situation qui est alarmante pour nombre d'entre eux, le repas du midi pouvant constituer le seul repas complet et équilibré de la journée. Pour combattre cette fatalité, le rapport préconise une tarification progressive dépendant des revenus des parents, la suppression de toutes formes de discrimination à l'égard des enfants ou de leur famille quel que soit le motif et d'amorcer une réflexion sur l'évolution du statut du service public de restauration scolaire.

## RETOUR À L'ÉCOLE:

la plupart des élèves présents fréquentent à nouveau la cantine scolaire.

Langevin-Wallon. « Étant enseignant ici et ayant fait les Restos du cœur pendant le confinement, je me suis rendu compte des difficultés de nos parents d'élèves. On y rencontre des familles qu'on n'aurait jamais imaginé aller aux Restos. Parfois, on peut faire beaucoup de reproches aux parents mais quand on les voit à 7h30 le matin venir chercher à manger, on réalise qu'il n'y a pas que le travail de l'école. On prend du recul ». Ce drame invisible, Antonin a choisi de le combattre en s'investissant de manière durable dans les Restos du cœur. Mais « l'école ne peut pas tout, on est déjà assez polyvalent comme ça! », rappelle-t-il. Ici, la cantine scolaire et les dispositifs d'aide sociale permettent à une majorité d'enfants de manger à leur faim, même si la question des inégalités ne s'arrête pas là. NELLY RIZZO

Dossier réalisé  
par Lilia Ben Hamouda  
Laurent Bernardi,  
Emmanuelle Quémard et  
Virginie Solunto

# RASED, plus que jamais

dossier

Dispositifs spécifiques pour accompagner les élèves en grande difficulté scolaire, les RASED sont confrontés à une nouvelle diminution de postes alors qu'après la crise, les besoins d'aide des équipes enseignantes et des élèves augmentent.

L'érosion se poursuit. Avec 72 postes de RASED supprimés en carte scolaire, il y aura toujours moins de personnels spécialisés dans les écoles à la prochaine rentrée. Entre 2007 et 2012, la période de la grande purge opérée sous la présidence Sarkozy, le nombre de postes affecté aux Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté aura diminué de 5 000, soit plus du tiers des effectifs. Durant les cinq années suivantes, la baisse a été stoppée sans qu'il n'y ait eu de véritable relance du dispositif. Mais elle a repris progressivement depuis 2017, à plus faible dose il est vrai.

## /RASED, plus que jamais

Quand ils ont vu le jour en 1990 sur les fondations jetées depuis 1970 par les Groupes d'aide psychopédagogique, les RASED ont été affectés à une mission simple à définir : « prévenir et remédier aux difficultés scolaires persistantes qui résistent aux aides apportées par les enseignants des classes ». Leur organisation tricéphale se compose d'un maître E spécialisé dans les aides à dominante pédagogique, d'un maître G spécialisé dans l'aide relationnelle et d'un psychologue pour le suivi et l'accompagnement psychologique des élèves (lire p16). Là où les réseaux complets existent encore, les enseignantes et les enseignants y trouvent des points d'appui importants pour accompagner les élèves en grande difficulté scolaire.

### UNE RESSOURCE FACE À LA GRANDE DIFFICULTÉ

En témoigne Francis Jauset, rééducateur du réseau Gagarine de Sainte-Genève-des-Bois (91). Lors de réunions, « les enseignants nous présentent les élèves qui les inquiètent. Ces moments permettent un croisement des regards et une réponse adaptée aux besoins spécifiques de chaque enfant », explique-t-il (lire p16). « Souvent on ne sait pas ce qui bloque chez l'élève et comment y remédier. Les enseignants spécialisés des RASED ont toujours une meilleure réponse face à la difficulté, des stratégies et plus de temps avec l'élève qui peut avancer à son rythme », abonde Samira Kerroumi, enseignante en CE1 à l'école élémentaire Maurice Barrès dans la Rep+ de Borny (57), insistant sur l'apport des réseaux à travers leur approche des élèves en difficulté (lire p18).

Corinne Moy, formatrice ASH à Paris, détaille sur un plan plus formel l'apport des réseaux. Pour elle, « la position de tiers du RASED dans les situations de grande difficulté scolaire » est « pour analyser les situations de la grande difficulté et pour décider des réponses adaptées ». « L'autre point fort, c'est la pluralité des regards et des approches, à la fois du champ de la pédagogie, de la psychologie et de la psychopédagogie », ajoute-t-elle (lire p17). Bien évidemment, au-delà des PE, ce sont les élèves qui doivent en être les grands bénéficiaires car cette action doit contribuer à leur réussite scolaire.



UN DESSIN déjà paru en 2016 de notre ami BRIZEMUR disparu en mai dernier.

BRIZEMUR

### EN MANQUE DE RECONNAISSANCE

Ce point de vue fait toutefois controverse. En 2017, préluce à l'entrée en lice au ministère de Jean-Michel Blanquer, l'Institut de recherche sur l'éducation (Iredu) publiait une étude mettant en cause l'efficacité des RASED : trop d'élèves pris en charge, stigmatisation de ces enfants impactant le déroulement de leur scolarité et au final, des résultats « neutres ». Dans une tribune parue dans Les cahiers pédagogiques, Thérèse Auzou-Caillement de la Fédération nationale des associations de maîtres E, faisait part de sa « stupeur » et de sa « colère » devant une « étude quantitative », qui ne tenait pas compte « des réalités du terrain », étant basée



### LA FORCE DU COLLECTIF

Le collectif national RASED, dont le SNUipp-FSU fait partie, défend et promeut les RASED depuis plus de dix ans. Il dénonce les suppressions de postes (environ 5000 supprimés depuis 2007, soit un tiers des effectifs) qui ont amputé le dispositif. Et malgré la circulaire de 2014, toujours en vigueur, qui réaffirmait les missions spécifiques des trois professions de RASED, il n'y a toujours pas de relance. La réorientation des missions vers du simple conseil aux enseignant.e.s fragilise le RASED,

notamment dans ses missions de prévention et de remédiation en réduisant les réponses apportées aux élèves. Elle met à mal la co-construction au sein de l'équipe enseignante, le lien avec les familles et le travail avec les actrices et acteurs du médico-social. Avec 80 suppressions de postes cette année, le collectif s'inquiète. Car, si les besoins étaient présents avant la crise, il faudrait à présent des moyens accrus pour accompagner les équipes et les élèves les plus fragiles à l'occasion d'une rentrée qui s'annonce difficile.

sur des données datant de... 1997. Du coup, l'étude ignore les évolutions du contexte d'exercice des missions des RASED : un périmètre élargi souvent à l'échelle d'une circonscription, avec un plus grand nombre d'élèves à suivre et les saignées dont ont souffert les personnels, notamment les maîtres G de plus en plus rares dans les écoles.

### DES PALLIATIFS INADAPTÉS

La fonte des effectifs a été justifiée au fil des ans par la mise en place de nouveaux dispositifs : l'aide personnalisée, les activités pédagogiques complémentaires, le dédoublement des CP et CE1 en Rep+... censés pallier l'affaiblissement des RASED. C'était oublier que si certaines de ces mesures pouvaient

“Le RASED renouvelle le point de vue sur la difficulté, mais aussi l'approche pédagogique. Il permet par son action de relancer la dynamique d'apprentissage, de développement”

être utiles pour traiter de la difficulté « ordinaire », elles ne sont pas adaptées à la prise en charge de la grande difficulté scolaire. Alors que, comme le précise le président du GFEN Jacques Bernardin, « le RASED renouvelle le point de vue sur la difficulté, mais aussi l'approche pédagogique. Il permet par son action de relancer la dynamique d'apprentissage, de développement. Il participe également au développement professionnel dès lors qu'il peut échanger avec les enseignants » (lire p19). Voilà pourquoi le collectif RASED, créé en 2008 sur les décombres des mesures Darcos, dénonce un « manque manifeste de personnels » (lire ci-contre). Car assurément pour lui, les élèves ont plus que jamais besoin des RASED.



© Millerand/NAJA

# Je t'aime, moi non plus

Une histoire éloignée d'un long fleuve tranquille.

« Les aides spécialisées peuvent intervenir à tout moment de la scolarité à l'école primaire, en appui et en accompagnement de l'action des enseignants des classes. Elles ont pour objectif de prévenir et remédier aux difficultés scolaires persistantes qui résistent aux aides apportées par les enseignants des classes ». C'est ainsi que la dernière circulaire RASED datant de 2014 a réaffirmé le rôle des réseaux, qui avaient été profondément meurtris par des suppressions de postes entre 2009 et 2012. Un réseau composé depuis sa création en 1970, de trois spécialités : l'aide à dominante pédagogique, l'aide à dominante rééducative et l'aide psychologique. Bien sûr, depuis les GAPP\* devenus RASED en 1990, les noms et les textes ont évolué mais l'essentiel est resté. Ce dispositif de prévention et de remédiation des difficultés durables d'apprentissage reste pourtant l'objet de controverses depuis sa création. Que ce soit sur les modalités de prise en charge, hors la classe ou dans la classe,

sur l'efficacité de son action par rapport à d'autres types d'aides ou encore sur l'équilibre entre fonction ressource pour les écoles et l'intervention directe auprès des élèves. S'agissant du lieu de prise en charge, les textes ont finalement tranché en faveur d'une décision des équipes qui doivent s'adapter en fonction du type de difficultés. Quant à l'efficacité, elle reste bien entendu difficile à mesurer et ce n'est pas faute pourtant pour les associations professionnelles d'avoir réclamé une véritable étude sur l'impact du travail d'un réseau complet. Pour l'heure, là où les RASED existent encore, ils restent une ressource importante pour les écoles. Non pas en tant que détenteurs de formules magiques mais plutôt en tant qu'intervenants spécialisés pouvant par la relation construite avec les élèves, les familles et les enseignants, permettre d'analyser plus finement les difficultés et aider à trouver des moyens de dépassement.

\*Groupe d'aide psycho-pédagogique

## Maître G : aider les élèves à retrouver l'estime de soi

E ou G, des personnels spécialisés interviennent dans les RASED afin de permettre aux élèves d'adopter une posture leur permettant d'entrer dans les apprentissages.

« Le courage, c'est oser dire je t'aime si on est amoureux », explique S. lors de l'atelier de philosophie sur le courage mené par les membres du RASED Gagarine de Sainte-Geneviève-des-Bois (91). Depuis le déconfinement et le retour à l'école d'une partie des élèves, Francis Jauset, maître G et ses collègues maître E, ont ajouté à leur emploi du temps des ateliers philosophiques afin de « libérer de façon détournée la parole des enfants, de mettre à distance des vécus, des ressentis anxiogènes, de construire de nouvelles représentations, d'ouvrir de nouveaux horizons, de nouvelles pensées ». Une action pas si éloignée de son champ d'intervention habituel.

Appelés maîtres ou maîtresses G ou encore rééducateurs, ces enseignantes et enseignants sont spécialisés dans l'aide relationnelle. En 1987, Francis se spécialise dans la grande difficulté scolaire à l'époque où la formation était encore appelée CAEI\*. En 1999, il passe la certification pour devenir rééducateur, l'option G. « J'avais perçu les limites de la pédagogie », explique-t-il.

### UN TRAVAIL SUR LA POSTURE D'ÉLÈVE

Francis travaille en réseau avec un maître E et une psychologue scolaire, c'est donc, fait assez rare pour être souligné, un RASED complet. Il intervient dans quatre groupes scolaires, soit huit écoles. Autant dire que ses journées sont chargées, entre prise en charge d'élèves, échanges avec les parents ou encore réunions de concertation avec les enseignants. « C'est lors de ces réunions que les enseignants nous présentent les élèves qui les inquiètent. Ces moments sont très im-



portants car ils permettent un croisement des regards et une réponse adaptée aux besoins spécifiques de chaque enfant. Selon le profil, nous décidons de la nécessité d'une intervention et de sa nature : psychologue, maître E ou moi-même ». Francis prend en charge les élèves « introvertis », « dans la lune » ou encore « qui ne sont pas dans une posture d'élève. »

Après accord des parents, il intervient en atelier individuel très souvent, en petits groupes plus rarement « Je dispose d'une salle avec beaucoup de jeux, indique le maître G. Je propose à l'enfant de choisir les activités, de définir les règles même si je pose le cadre au départ... Parfois, lors de la première séance, lorsque l'enfant est inhibé, nous n'échangeons pas une parole. La fois d'après, il se lâche un peu. On prend le temps de construire une relation de confiance ». Francis aide les élèves qu'il accueille à effectuer un travail sur l'estime de soi, car bien souvent ils ont une très mauvaise image d'eux-mêmes. « L'enfant doit être acteur mais aussi, et surtout, auteur de cette image positive de soi », ajoute-t-il. Le travail de Francis, et des maîtres et maîtresses G, permet à l'enfant de se sentir capable de réussir, un sentiment nécessaire à l'entrée dans les apprentissages. Un travail de plus en plus empêché au sein des écoles, faute de postes et de départs en formation.

\* Certificat d'aptitude à l'éducation des enfants inadaptés

### 3 QUESTIONS À...

#### « MOBILISER LE POTENTIEL DE L'ENFANT »

Corinne Moy est formatrice ASH à l'INSPE de Paris. Elle est engagée dans la formation des enseignants spécialisés en aide relationnelle.

#### 1. QUELLES SONT LES FORCES DU RASED ?

Il est important de spécifier que les forces ne sont visibles que si le réseau est complet et que si le personnel est formé. En premier lieu, la position de tiers du RASED dans les situations de grande difficulté scolaire participe d'un remaillage des places institutionnelles et des relations entre elles pour analyser les situations de la grande difficulté et pour décider des réponses adaptées. L'autre point fort, c'est la pluralité des regards et des approches, à la fois du champ de la pédagogie, de la psychologie et de la psychopédagogie. C'est cette dynamique qui permet de prendre en compte la complexité des phénomènes et c'est essentiel sinon les réponses apportées ne seront pas à la hauteur. Enfin, assurer la fonction de tiers, en relation avec l'enfant et les parents, permet aux membres des RASED d'être dans une posture de médiation. Les RASED permettent de mettre en avant le potentiel à mobiliser chez l'enfant, contrairement à l'espace classe où l'on voit ce qui ne va pas.

#### 2. QU'EN EST-IL DE LA FORMATION ?

La formation actuelle à la certification CAPPEI a été pensée

pour impulser et contribuer à l'éducation inclusive dans l'école. Elle a été calculée pour durer 300 heures, au lieu des 420 avant la réforme. Ce qui est paradoxal car d'un côté le champ de formation est augmenté mais d'un autre côté, il y a moins de temps. La formation est donc compactée avec un recentrage majeur sur les didactiques adaptées aux besoins éducatifs particuliers en français et en maths. La part de la professionnalisation s'en trouve donc profondément réduite, ce qui se traduit par une formation à la posture professionnelle insuffisante. Les futurs enseignants spécialisés n'ont pas suffisamment l'occasion de s'approprier et de construire des repères solides dans cette recherche de posture. Il faudrait une durée suffisante de stage de pratique accompagnée auprès d'enseignants spécialisés expérimentés.

#### 3. CELA IMPACTE-T-IL LES MISSIONS ?

Les aides tendent à être catégorisées en fonction des besoins éducatifs particuliers. La prise en compte des difficultés est donc analysée au travers de ce prisme nuisant à la possibilité d'entrer dans la singularité du cheminement d'un enfant devenant élève. Cela entraîne une externalisation de la prise en charge avec une accentuation de la médicalisation des difficultés. Et puis, nous sommes passés des RASED comme ressources pour l'école à des personnes ressources avec un risque que ces personnes soient prises dans les problématiques qui justement génèrent les situations de grande difficulté à l'école. C'est là un changement de paradigme.

BORNY (57)

# Au complet, c'est mieux



À Borny dans la banlieue de Metz (57), l'école Maurice Barrès en Rep + bénéficie d'un RASED complet. Et à trois, on est plus fort.

« Souvent, on ne sait pas ce qui bloque chez l'élève et comment y remédier. Les spécialistes des RASED ont toujours une meilleure réponse face à la difficulté, des stratégies et plus de temps avec l'élève qui peut avancer à son rythme ». C'est sûr, pour Samira Kerroumi, enseignante en CE1 à l'école élémentaire Maurice Barrès dans la Rep+ de Borny, le soutien spécialisé du RASED est indispensable. Les difficultés des élèves de cette école de banlieue pauvre, qui accueille 370 élèves, 2 ULIS et un dispositif UPE2A, sont multiples et la présence d'un RASED complet est plus que nécessaire comme pour l'ensemble des écoles que couvre ce réseau. « Les territoires ne bénéficient malheureusement pas tous des mêmes moyens », explique Didier Atamaniuk, maître E, qui après plus de vingt ans dans le bassin houiller lorrain, comme unique membre d'un réseau, a rejoint en 2008 ce RASED pour travailler enfin en équipe. « En dehors des nombreux conseils que nous donnons aux enseignants, ce sont 325 demandes d'aides qui ont été déposées cette année, 110 E, 184 G et 115 psy. En tant que maître spécialisé chargé de l'aide à dominante pédagogique, je fais ainsi classe devant 65 enfants par semaine en petits groupes ». Autant de projets individuels pour favoriser la méthodologie scolaire, pour les stimuler et aider à devenir élève

par une mise en confiance, des activités motrices, artistiques, de mémoire... pour travailler aussi bien la langue orale que l'abstraction en mathématiques.

## MISE EN COMMUN DES FORCES ET DES SPÉCIFICITÉS

Les signalements des enseignants deux fois par an font souvent état d'une confusion concernant le type de prise en charge. « Le RASED travaille en synergie avec trois regards. En réunion de synthèse, nous priorisons les besoins des élèves entre les entrées pédagogiques, éducatives ou psychologiques. Les aides E et G sont complémentaires mais peuvent aussi se succéder, dans un sens comme dans l'autre », précise Christine Hombourger-Schwaab, rééducatrice du réseau. Et parfois, après avoir été pris en charge au niveau rééducatif, les difficultés scolaires d'un élève disparaissent et il n'a plus besoin de l'aide pédagogique qui avait été envisagée. « L'intérêt, c'est que chacun apporte sa spécificité et donne son point de vue par rapport aux demandes, ajoute la psychologue. Mon travail concerne plus les bilans, la très grande difficulté scolaire et l'orientation. Les maîtres E et G sont sur le terrain et m'apportent des choses que j'ignore. De mon côté, je les encourage à ne pas être dans une réponse immédiate ». « La difficile gestion de la classe amène l'enseignant à externaliser la difficulté, précise Didier. Il se rend compte qu'il devient sa seule ressource. Comment, en effet, gérer la difficulté scolaire aux sources multiples quand on n'est pas spécialisé ? ». Une réalité qui donne toute son importance au travail d'équipe du RASED au service des élèves et des enseignants.

en  
bref

## DIALOGUE

Penser l'aide au cœur des apprentissages est le titre du hors-série de la revue du GFEN publié en décembre 2013 mais toujours d'actualité. Les auteurs partent de l'analyse des erreurs des élèves pour proposer des situations de réussite. Roland Charnay, Jacques Dion, Jacques Bernardin et bien d'autres invitent à changer de regard sur les productions des élèves. Téléchargement gratuit sur le site

GFEN.ASSO.FR

## FNAME, FNAREN, APFEN

Ces acronymes sont ceux des fédérations nationales des associations de maîtres et maîtresses E, des rééducateurs et rééducatrices et enfin des psychologues de l'Éducation nationale. Ces trois associations professionnelles proposent sur leur site des ressources étayées pour les aides spécialisées à l'école. On y trouve également les colloques et congrès proposées par chacune d'elles.

## À LIRE

Dans leur guide des aides aux élèves en difficultés, publié chez ESF éditeur, Dominique de Peslouan, et Gilles Rivalland, formateurs CAPA-SH portent des pratiques reposant sur une recherche de sens. Seules à même, pour les auteurs, de permettre aux élèves en souffrance, parfois en rupture, d'accéder véritablement aux apprentissages, en transformant leur rapport au savoir, au monde et à eux-mêmes.

INTERVIEW

# “Un rôle de tiers médiateur”

## COMMENT AIDER LES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ SCOLAIRE ?

**JACQUES BERNARDIN :** Plutôt que de parler d'élèves en difficulté, attachons-nous aux difficultés des élèves, afin de ne pas essentialiser les problèmes. Ce ne sont pas des élèves « à part », mais des révélateurs d'impensés de la relation pédagogique qui nous invitent à revisiter l'ordinaire, auquel ils résistent. De ce fait, ce sont des aiguillons nous permettant d'aiguiser notre professionnalité, d'améliorer nos pratiques. Penser la classe pour les plus faibles, c'est le meilleur moyen de parler à tous ! Dès lors qu'on est dans cette perspective, il devient prioritaire de cerner la nature de leurs difficultés. Elles peuvent s'exprimer dans un domaine didactique précis ou s'avérer plus transversales : désintérêt en classe, implication minimale, inattention aux consignes, faible persévérance, intolérance à l'échec... Mais de quoi relèvent ces difficultés ? D'un manque de sens accordé à l'apprentissage ? D'attendus scolaires peu clairs ? De façons de faire inadéquates ? De malentendus quant à ce qu'exigent les apprentissages scolaires ? D'une image dégradée de soi ? Cela demande de considérer les résultats, mais aussi les façons de procéder pour y parvenir. Seul le retour sur la production, l'invitation au commentaire sur l'activité passée peut dévoiler ce qui a posé ou pose toujours problème.

## QU'APPORTENT LES RASED À L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE DE TOUS ?

**J.B. :** Face aux situations bloquées, le RASED constitue une ressource pour les équipes. Les difficultés persistantes des élèves font résonance chez l'enseignant, éprouvent et fragilisent leurs certitudes professionnelles, questionnent la pertinence des moyens jusqu'alors mis en œuvre. L'élève mettant l'enseignant en échec, aux difficultés cognitives peuvent se mailler des difficultés relationnelles. Le réseau peut

“Alors que la difficulté est inhérente à l'apprentissage, de façon plus ou moins profonde et durable, les professionnels sont de moins en moins formés à l'appréhender et à y faire face.”

jouer le rôle de tiers médiateur qui aide à la prise de distance, renouvelle l'approche de la situation, « refroidit » le problème tant du côté de l'élève que de l'enseignant. Passant du vécu subjectif à son analyse, il l'objective sur un plan professionnel, le ressaisit avec d'autres références savantes, croisant psychologie, sociologie et didactique. Le RASED renouvelle le point de vue sur la difficulté, mais aussi l'approche pédagogique. Il permet par son action de relancer la dynamique d'apprentissage, de développement. Il participe également au développement professionnel dès lors qu'il peut échanger avec les enseignants.

## COMMENT MIEUX ARTICULER L'AIDE DU RASED AVEC LA VIE DE LA CLASSE ?

**J.B. :** Sur le plan structurel, on a longtemps pensé une scolarité à part pour les élèves à part, délestant l'école « ordinaire » de ceux qui posaient problème. Sauf qu'à l'usage, on s'est aperçu d'une

part que les élèves ainsi dérivés poursuivaient leur dérive sans possibilité de retour, d'autre part que chaque structure spécialisée alimentait le besoin d'en créer de nouvelles, sans jamais interroger l'ordinaire des classes ordinaires. De nombreuses recherches ont confirmé que l'externalisation de la difficulté scolaire ne suffisait pas à l'enrayer. Ainsi, on est progressivement arrivé à l'idée que l'essentiel se jouait dans la classe. Si la rencontre duelle reste pertinente pour creuser certains points, l'observation in situ est nécessaire pour identifier la singularité du mode d'inscription de l'élève dans les activités, son rapport aux apprentissages, le type de relation à l'enseignant et au groupe de pairs. Enfin, l'intervention dans la classe peut permettre d'échanger à chaud sur l'activité mais aussi de co-élaborer des situations et d'organiser leur conduite au bénéfice de tous.

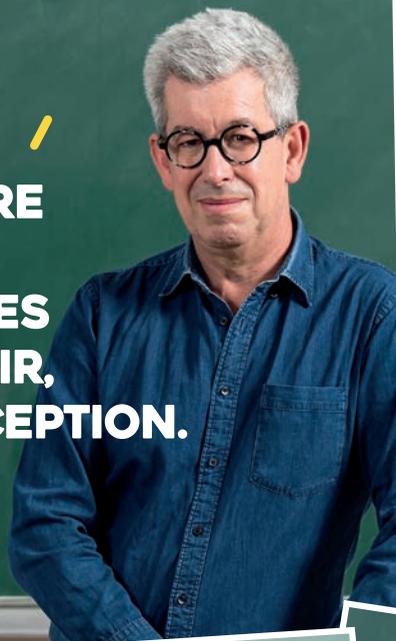
## POURRAIT-ON SE PASSER DES RASED ?

**J.B. :** Alors que la difficulté est inhérente à l'apprentissage, de façon plus ou moins profonde et durable, les professionnels sont de moins en moins formés à l'appréhender et à y faire face. La psychologisation et la médicalisation sont des tendances fortes, alors que bien des difficultés relèvent de la distance entre ce que l'école demande et présuppose acquis et les habitudes prises antérieurement dans l'espace social de référence. On sait que les conditions de vie des familles sont très diverses. Certaines sont en phase avec les attendus langagiers et culturels de l'école, les anticipent et y préparent précocement, d'autres sont très à distance. De la motivation à l'égard des apprentissages aux façons de faire en passant par la confiance en ses capacités ou l'usage du langage, bien des choses distinguent les élèves lorsqu'ils arrivent à l'école. L'école est-elle préparée à y répondre ? Au vu des résultats, très insuffisamment, moins par volonté des professionnels qu'à cause de l'indigence des moyens qui leurs sont accordés. Les RASED restent donc indispensables aux équipes.



**BIO**  
Jacques Bernardin, président du GFEN, docteur en sciences de l'éducation

PERMETTRE  
A TOUS  
LES ÉLÈVES  
DE RÉUSSIR,  
SANS EXCEPTION.



TOUS LES  
ÉLÈVES  
MÉRITENT  
DES CLASSES  
MOINS  
CHARGÉES.



TEMPS, AIDE,  
RECONNAIS-  
SANCE  
POUR LA  
DIRECTION  
D'ÉCOLE.



ÊTRE  
CONSIDÉRÉE,  
ÇA COMMENCE  
PAR ÊTRE  
MIEUX PAYÉ-E.



**C'EST BEAUCOUP DEMANDER ?**



**SNUipp**  
**FSU**

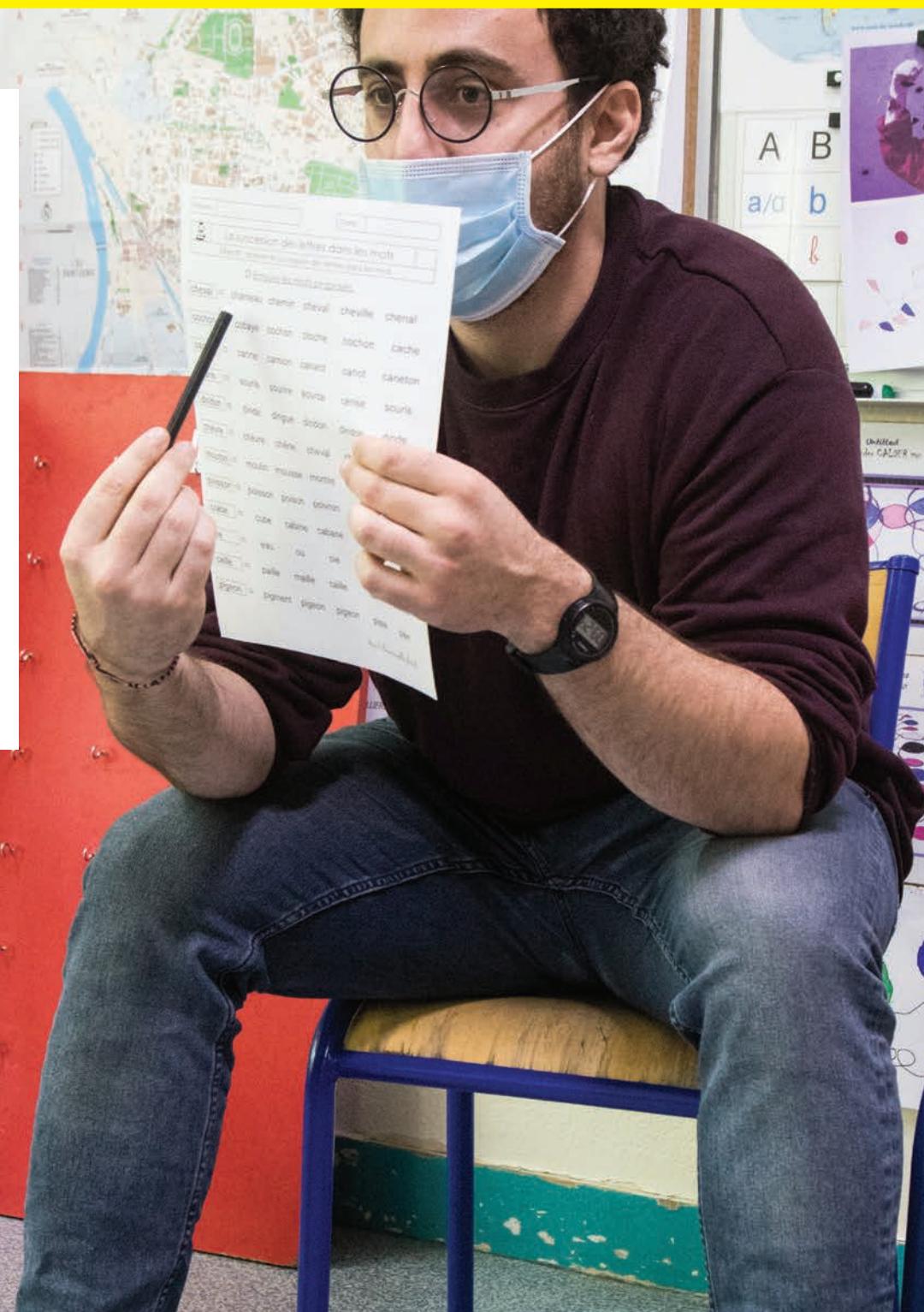
DES IDÉES QUI FONT ÉCOLE

# MÉTIER & PRATIQUES

PAGE **22**  
ASE & école

PAGE **26**  
École sous  
protocole

PAGE **28**  
Le bonheur  
est dans le  
cycle



# ASE & ÉCOLE : ACCORD MINEUR

## DÉCRYPTAGE



Les enfants sous la protection de l'Aide sociale à l'enfance placés en famille d'accueil, en collectivité ou maintenus dans leur foyer, rejoignent tous les jours les bancs de l'école. Pour le PE qui n'a pas à connaître le détail de leur parcours de vie, le lien avec les éducateurs ne peut être que bénéfique.

Les enfants placés sous la protection de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) sont-ils des élèves comme les autres ? Ils le sont au nom du principe d'égalité, mais il faut aussi reconnaître qu'ils ont des destins particuliers d'enfants. Même si l'enseignante ou l'enseignant de leur classe n'a pas connaissance du dossier, il ou elle sait que bien souvent violences, précarité, carences affectives et instabilité ont été leur quotidien. S'il y a la possibilité d'assurer une scolarisation dans les lieux d'accueil d'urgence quand elle n'est pas possible en milieu ordinaire, c'est généralement dans les écoles de quartier que ces enfants sont scolarisés. Si rien de précis n'est prescrit par l'institution pour les accueillir, les PE leur accordent bien souvent une attention particulière. Philippe Noller, directeur d'une école à Thionville (57) qui accueille 12 enfants de deux MECS (Maison d'enfant à caractère

social), a mis en place « des protocoles d'accueil, avec des aménagements d'emploi du temps liés à la situation individuelle de chaque élève ».

### LEVER LES OBSTACLES

Pour le maître, un élève en difficulté, qui relève de l'ASE ou pas, reste un élève en difficulté. Pour autant, établir le lien entre l'école et la structure d'accueil peut être bénéfique. À Thionville, des réunions sont organisées tous les mois entre l'école (équipe enseignante) et le centre (le directeur et les éducateurs) pour parler des élèves, revoir les aménagements d'emploi du temps, gérer des conflits. Comme pour tous les élèves en grande difficulté, des équipes éducatives rassemblent deux fois par an, les PE, le directeur du centre et les personnels spécialisés. Une collaboration indispensable mais qui reste cloisonnée dans bien des endroits.

Cette absence de lien ne facilite pas le travail des enseignants. « Comme nous n'avons aucune information personnelle sur les élèves, secret professionnel oblige, il est parfois difficile de comprendre ce qui fait obstacle », témoigne Hélène Saucourt, enseignante en Ulis dans une école en Rep+ à Woippy (57) accueillant trois enfants d'une MECS voisine. Pour compenser, l'enseignante favorise les relations duelles. « Pour ces enfants, l'échec est souvent insurmontable. Il faut toujours être très attentif à ce que l'on dit. Éviter les « c'est l'heure des mamans » ou « vous demandez à vos parents » », conseille-t-elle. De son côté, Justine Bolli, monitrice-éducatrice dans un centre à Strasbourg explique que « quand il y a un problème dans la journée, on en parle à la sortie des classes. Chaque trimestre, nous rédigeons un rapport sur les deux ou trois enfants dont nous sommes les

référents et la scolarité en fait partie. » Mais regrette-t-elle, « le soir avec des groupes importants, c'est difficile de trouver du temps pour faire les devoirs avec chacun ». Une réalité que ne peuvent ignorer les PE.

### TOUS ENSEMBLE

Reste que pour offrir le meilleur développement possible à ces enfants, chacun devrait pouvoir jouer sa partition à l'unisson. C'est ce dont témoigne Karim Adjissi, chef de service éducatif dans un établissement pour enfants en Alsace : « Les partenariats éducatifs, culturels, sportifs sont nombreux. À côté du RASED ou du CMPP, l'étayage interne est important avec des psychologues et des orthophonistes. Des aides souvent déclenchées à la demande des enseignants. On essaie de trouver des solutions avec l'école pour permettre aux enfants de mieux entrer dans les apprentissages ». VIRGINIE SOLUNTO



**KHALED BENLAFKIH**  
Éducateur spécialisé\*

### COMMENT AMÉLIORER LES RELATIONS DE L'ASE ET DE L'ÉCOLE ?

« Dans beaucoup de communes, les partenariats avec les établissements sont mis en place depuis de nombreuses années. Des liens se tissent avec l'enseignant, la direction de l'école, le centre et les référents. Ces inférences au niveau des territoires riches de nombreux échanges apportent des réponses intéressantes. La 1<sup>re</sup> phase, après un signalement souvent opéré par l'école, est administrative. Dans un second temps, on formalise un « Projet pour l'enfant », un outil dont le garant est le référent ASE en lien avec les titulaires de l'autorité parentale et l'enfant et nourri par l'école, le champ psychologique, le lieu d'accueil pour arrêter

ensemble des objectifs. Pour l'ASE, l'important est d'avoir un projet partagé. L'enfant doit se rendre compte que les liens se font autour de lui. Mais le turn-over important des équipes complique le suivi scolaire et les apprentissages.

### À QUOI LES ENSEIGNANTS DOIVENT-ILS ÊTRE ATTENTIFS ?

Les travailleurs sociaux sont soumis au secret professionnel et cela crée souvent de la frustration chez les enseignants. Ces enfants n'arrivent pas là par hasard et quand un enfant est en difficulté, il faut comprendre pourquoi il ne répond pas aux consignes, pourquoi il est insolent ou violent. C'est un processus long car chaque situation familiale est particulière. L'ASE n'a pas de baguette magique. L'enseignant a un rôle clé car il repère très vite les difficultés scolaires, mais il n'a pas forcément

les ressources et les outils pour s'occuper de ces enfants. L'aménagement des emplois du temps, c'est aussi du temps scolaire en moins. Autre erreur, l'orientation précoce. Quand l'élève est en difficulté, quand il y a du retard en primaire, l'institution signale, évalue, oriente trop rapidement vers le spécialisé ou l'adaptation. Dans certaines communes, via les réseaux associatifs, une aide aux devoirs est mise en place en lien avec les enseignants. Ce sont des ressources bénéfiques. L'important c'est que l'enfant sente qu'on s'intéresse à lui et qu'on a des attentes. Il faut prendre du temps, le valoriser aussi... mais avec 30 élèves en classe, c'est compliqué car pour ces enfants, il n'y a pas une réponse unique. PROPOS RECUEILLIS PAR V.S.

\*au Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et référent ASE 93 pour une vingtaine d'enfants.



## UNE POLITIQUE PUBLIQUE

En France, fin 2018, 355 000 enfants étaient placés par les juges à l'ASE, sous la responsabilité des départements. La gestion décentralisée de ce service public engendre de grandes disparités selon les territoires ainsi que des dérives. Le budget annuel s'élève à 8 milliards d'euros.

## LE SIGNALEMENT

À l'origine du placement d'un enfant, il y a souvent des violences physiques, sexuelles ou psychologiques subies dans la famille. Un voisin ou un enseignant inquiet fait une information préoccupante. Une enquête est alors lancée et un juge décide de placer l'enfant pour le protéger d'un environnement familial qui ne joue plus son rôle de protection et d'épanouissement. Il arrive aussi parfois que des parents soient dépassés par des situations de grande précarité.

## PRÉVENIR

Deux lois, en 2007 puis en 2016, ont mis au premier plan la prévention, avant le placement : accompagner les familles le plus en amont possible dans leurs difficultés quotidiennes et renforcer l'accompagnement éducatif en milieu ouvert. Quelque 185 000 enfants et jeunes majeurs, soit près de 53% des mineurs confiés à l'ASE, sont cependant placés dans des familles d'accueil ou dans des foyers, pouponnières, maisons ou villages d'enfants...

# COURTS



## LECTURE EXPERTE

« Le bon lecteur est celui qui lit entre les lignes, qui a accès aux sous-entendus du texte et à ses silences. »

L'association française de lecture (AFL) propose une série de livrets Lectures Expertes pour accompagner autrement la reprise du travail pédagogique autour de la lecture et de l'écriture. Une autre série, Lecteurs à l'œuvre, des DVD cette fois, montre des rencontres entre des enfants, des œuvres et leurs auteurs. Consulter et commander sur :

[WWW.LECTURE.ORG](http://WWW.LECTURE.ORG)

© Millerand/NAJA

# 60,6%

**DES JEUNES AYANT PARTICIPÉ À LA JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ (JDC) EN 2019 ONT RÉUSSI LES ÉPREUVES DE TEST LECTURE PORTANT SUR L'AUTOMATICITÉ, LE VOCABULAIRE MAIS AUSSI LES TRAITEMENTS COMPLEXES,** selon l'enquête que vient de publier la DEPP. Une baisse de deux points par rapport à l'année précédente avec un écart entre les garçons et les filles, à l'avantage de ces derniers, qui passe de 4 à 5 points. La DEPP comptabilise encore 11 % de lecteurs médiocres, 6,5 % de jeunes qui ont "de très faibles capacités de lecture" et 5,3 % qui "peuvent être considérés en situation d'illettrisme".

## + LA FORMATION CONTINUE AU SCANNER +

Pour préparer sa prochaine conférence de comparaisons internationales, le Cnesco lance une enquête auprès des enseignantes et des enseignants des écoles. Un questionnaire qui porte sur l'ensemble de leur parcours de formation continue, de l'accès à l'offre de formation jusqu'à une éventuelle phase post-formation. Une occasion pour mettre en lumière l'indigence de ce qui est proposé aux PE ? Le questionnaire en ligne sur : [WWW.CNESCO.FR](http://WWW.CNESCO.FR)

### « ET SOUDAIN, UN MONDE MERVEILLEUX »

Le thème d'un monde merveilleux a su emballer les imaginations des classes participant au concours du SNUipp co-organisé notamment par la BnF. Les travaux réalisés sont aussi merveilleux que le monde imaginé, mais le Covid-19 a rendu impossible le concours. Une expo virtuelle sera mise en ligne sur le site du SNUipp-FSU.



© Ville de Malakoff/Nicolas Weistrich

## DES COLOS CET ÉTÉ

Le Premier ministre l'a indiqué, les centres de vacances peuvent fonctionner cet été. Une mesure qui était très attendue par tous les organisateurs de centres de vacances qui vont devoir maintenant mettre en place un protocole qui se révèle assez complexe pour ces lieux d'hébergement. Il leur faut aussi trouver des animateurs et animatrices détentrices du BAFA alors que les stages de formation n'ont pu se tenir pendant les vacances de printemps. Un joli défi à relever pour les colos qui sont, faut-il le rappeler, d'abord des lieux de vacances destinés à se reposer et à se ressourcer et non des lieux d'apprentissage scolaire...

Lire plus sur [WWW.JPA.ASSO.FR](http://WWW.JPA.ASSO.FR)

## ILLUSOIRE CONTINUITÉ

« L'impact des inégalités économiques et sociales a été multiplié par le confinement », estime la CNCDH\* le 26 mai 2020. Dans cet avis sur l'école, elle estime que la continuité pédagogique s'est révélée « largement illusoire » et a reposé sur « le dévouement du personnel éducatif ». La Commission des droits de l'homme estime même que l'administration de l'EN a été « insuffisamment en phase avec la réalité du terrain ». Enfin, elle ajoute qu'il y a aujourd'hui « discrimination entre les élèves » car tous ne peuvent retourner à l'école. Parmi ses recommandations, elle demande l'augmentation des effectifs enseignants.

\*Commission nationale consultative des droits de l'homme

**C'EST LA DIMINUTION DU NOMBRE DE MÉDECINS EN MILIEU SCOLAIRE** soulignée par un récent rapport de la Cour des comptes. Avec moins de 1000 postes occupés et plus de 400 vacants, les sages de la rue Cambon épinglent en premier lieu une rémunération peu attractive, qui plus est dans un contexte de démographie médicale déclinante. La Cour des comptes est favorable à une « revalorisation salariale significative » et demande à ce que « la médecine scolaire reste dans le giron de l'Éducation nationale » alors qu'il existe des veilles pour la confier aux départements.

# 15%

**SYLVAIN CONNAC,**  
Enseignant chercheur en sciences de l'éducation

## 1. UNE PÉDAGOGIE COOPÉRATIVE SANS CONTACT EST-ELLE POSSIBLE ?

Le confinement a particulièrement empêché les relations coopératives entre élèves. C'est malheureusement indéniable. Mais les enseignants sont très créatifs et nombreuses sont les expériences de coopération qui ont été organisées, dans le respect des mesures sanitaires. J'ai ainsi pu assister à des « *Quoi de neuf ?* » où la coopération intervenait par des échanges sur les sujets apportés par les enfants. J'ai pu observer le fonctionnement de « *tables d'aides* », séparées par une cloison faite de film plastique, afin d'autoriser des échanges. Plusieurs élèves ont également participé à des jeux coopératifs, sans contact, mais néanmoins très intéressants au niveau des défis communs à relever.

## 2. QUELS ENSEIGNEMENTS À PRIVILÉGIER DANS CETTE ÉCOLE DE L'ENTRE-DEUX ?

Je pense que ce manque de relations a permis de nous rappeler l'intérêt majeur de deux besoins associés à l'école. D'abord, celui du lien social pour apprendre. Bien sûr que l'on peut apprendre seul et chez soi. Mais c'est à la fois plus difficile et malheureusement très

sélectif. Pouvoir regarder les élèves dans les yeux, observer leurs réactions suite à une consigne ou les laisser échanger entre eux sont des exemples de gestes professionnels vitaux pour les enfants les plus vulnérables. Ensuite, celui du lien social pour faire collectif. J'ai été frappé par l'incroyable plaisir suscité par les « *récréations numériques* » permises par les classes virtuelles. L'école est un lieu pour apprendre, mais aussi un espace où se nouent les sentiments d'appartenance. En plus de la famille ou d'associations, les écoles aident les enfants à ne pas se concevoir comme de seuls individus, mais à être de véritables membres de groupes.

## 3. COMMENT FAIRE POUR UN TRAVAIL COOPÉRATIF ?

Le travail en coopération n'est pas très compliqué. La plupart du temps, il suffit juste de laisser la nature des enfants s'exprimer : spontanément, ils savent échanger, s'aider, travailler avec d'autres. La principale attention quand on est enseignant est alors de veiller à ce que les activités en coopération ne profitent pas qu'aux seuls « *meilleurs élèves* ». Par exemple, que tous dans une classe puissent profiter des bénéfices de l'aide apportée à quelqu'un. Également que les conseils coopératifs ne deviennent pas des tribunaux d'enfants. On obtient ainsi des formes scolaires d'avenir, que beaucoup nous envieront.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERNARDI

# 25

# ÉCOLE SOUS PROTOCOLE



ENTRE DEUX PASSAGES AU TABLEAU, un coup de lingettes.

À Capbreton, l'école Saint-Exupéry s'adapte aux multiples aléas de la réouverture.

« La classe, en ce moment, ça se fait en tâtonnant au fil des jours », explique Isabelle Mabillet, enseignante en MS-GS et directrice de l'école Saint-Exupéry de Capbreton dans les Landes. Il faut dire que dans cette école, sur les 162 élèves inscrits, 103 sont déjà revenus. La reprise du travail des saisonniers de la côte atlantique finira de remplir les effectifs dans les semaines à venir. Il faut

donc aménager des rotations pour pouvoir accueillir les enfants en respectant le protocole sanitaire. À part la classe des petites sections, où les enfants viennent un seul jour et un vendredi sur trois, les autres classes sont divisées en deux groupes à mi-temps. « Mais dans la réalité, c'est un peu l'école à la carte », précise Isabelle. « Ils viennent de manière irrégulière, selon des problématiques familiales très diverses ». Ce nombre de retours important, dès le départ, a permis à chaque enseignante de garder sa classe et de la suivre en deux groupes. Pour les jours sans classe, c'est aussi du sur-mesure. Au début, pour ceux qui n'étaient pas revenus, les enseignantes proposaient des padlets avec des activités, comme durant le confinement, mais les familles ont exprimé leur lassitude et ont réclamé des documents papier. À présent, l'équipe fournit des enveloppes avec des fiches que les parents récupèrent en « drive »... ou pas. « Ce sont souvent des activités décrochées, des exercices d'entraînement, une sorte de cahier de vacances. Ce n'est pas satisfaisant, cela donne une impression de travail mais cela reste très occupationnel. Nous n'avons pas trouvé mieux car tout le monde sature des sollicitations en distanciel », commente Isabelle, inquiète aussi de l'écart creusé avec les quelques élèves dont elle n'a plus de nouvelles.

## PERPÉTUELS AJUSTEMENTS

En classe aussi, c'est une adaptation permanente. Les premiers jours, il y a eu peu d'apprentissages, le temps passé à expliquer les règles sanitaires, les nouveaux fonctionnements et à écouter les enfants étant considérable. Ils ont dessiné et parlé de leur confinement, du retour à l'école et de ce qu'ils savaient du virus. Un travail sur les émotions ayant été fait en début d'année a permis de réinvestir le vocabulaire. « Le COVID, il n'est pas gentil avec les personnes âgées », disait Maya.

Les ressentis sont très divers et des enfants ont du mal avec cette nouvelle forme d'école. « Pour certains, l'adaptation a été très rapide, alors que pour d'autres, malgré ce qui est mis en place, le sentiment de malaise est toujours là ». Il faut dire que la classe a été entièrement réaménagée et repensée. Coins jeux, tables en groupes et ateliers ont disparu. Chaque enfant dispose de deux tables avec des caisses individuelles contenant des feutres, du

papier, un jeu de construction, de la pâte à modeler, des perles, une ardoise, des carte-lettres, des ciseaux, des fiches, leur cahier de production écrite... Les plans de travail sont devenus individualisés.

## SÉPARÉ.ES MAIS ENSEMBLE

Pour rassurer les enfants, l'enseignante a ritualisé rapidement les premiers moments de classe. « Nous avons repris des activités qu'ils connaissaient afin de redonner des repères spatiaux temporels après un vrai décrochage de rythme. Nous sommes aussi repartis des apprentissages du mois de mars et nous avons commenté les référents affichés, en jouant à retrouver à quelles activités ils correspondaient et à les réutiliser en écrivant des phrases en copie active. » Un autre défi a été de recréer du collectif dans un aménagement et un fonctionnement très individualisé. Pour retisser du commun, les élèves partagent la lecture de l'album « petite tâche » et s'entraînent à le raconter. Ils enregistrent des capsules vidéos de la chanson d'Aldebert ou écrivent un poème avec les prénoms de la classe pour les camarades de fin de semaine qui le complèteront. Un projet en arts visuels proposé par un collectif d'artistes, avec



**MARYSE MÉTRA,** psychologue-vice-présidente de l'AGSAS\*

sous différents aspects complémentaires et étroitement imbriqués. Le cognitif, l'affectif, le social et le corporel sont mis à mal par le protocole sanitaire.

## LE PROTOCOLE SANITAIRE BOUSCULE-T-IL L'ÉCOLE MATERNELLE ?

Les enfants y sont plus jeunes et ont moins accès aux concepts abstraits. Ils ont besoin d'expérimenter, de jouer, d'agir... des actions limitées par les règles sanitaires. Le développement de l'enfant peut se décliner

une exposition dans un ancien centre commercial désaffecté et réinvesti, permet aussi des productions conjointes.

## VIVEMENT DEMAIN

Évidemment, dans cette école remaniée, enseignant.es comme ATSEM apprécient les petits effectifs qui permettent une observation facilitée et plus d'attention à chaque enfant. « Mais c'est stressant, on a l'impression d'être sans arrêt derrière eux pour leur rappeler les règles », témoigne Aline, l'ATSEM de la classe. « Je préférerais vraiment avant. C'était plus dynamique. Il y a comme un ennui ». Un sentiment partagé par la maîtresse qui déplore ce retour aux fiches et regrette les espaces jeux et les échanges langagiers, les réflexions autour de défis, d'expérimentations, de construction. Les enfants aussi se plaignent de ne pouvoir jouer ensemble et ont « envie que cela soit fini et de faire comme avant », confie Gabriel. « Chacun s'accommode, c'est calme, mais ce n'est pas l'école maternelle », conclut Isabelle. « C'est trop éloigné des échanges qui devraient se faire entre enfants et de ce qui se vit dans une école ».

MATHILDE BLANCHARD

**“CHACUN S'ACCOMMODE MAIS CE N'EST PAS L'ÉCOLE MATERNELLE”**

## en bref

### UN PROTOCOLE DANOIS TOURNÉ VERS L'EXTÉRIEUR

Au Danemark, les classes ont repris depuis le 15 avril sur un modèle assez similaire à la France. Des tables espacées, un lavage de main toutes les deux heures et un nettoyage régulier des locaux. Les classes ont été divisées en demi-groupe d'une douzaine d'élèves. Les groupes ne se croisent pas entre eux. Mais la particularité danoise, reprise par la Norvège, est une invitation aux professeurs à faire classe dehors chaque fois que le temps le permet. La ville de Copenhague a ainsi mis musées et parcs à disposition des enseignant.es.

## ressources

### RECRÉER DU LIEN

Le groupe mission maternelle du Val de Marne propose un ensemble de ressources pour organiser cette période de reprise de l'école maternelle. De quoi trouver des situations adaptées au contexte sanitaire mais qui permettent de recréer du lien autour des activités physiques, langagières ou artistiques. À retrouver sur leur padlet.

[HTTPS://PADLET.COM/DELPHINEGALLONCR/FJBZ7YXYFKS3U33](https://padlet.com/delphinegalloncr/fjbz7yxyfks3u33)

### RE-VIVRE ENSEMBLE

L'IREPS\* de Bretagne a conçu des activités en lien avec les compétences psychosociales de l'enfant. Des pistes autour des thématiques telles que re-vivre ensemble ou parler des émotions. [HTTPS://WWW.IREPSBRETAGNE.FR/](https://www.irepsbretagne.fr/)  
\*Instance régionale d'éducation et de protection de la santé

\*enquête en ligne du SNUipp-FSU ayant recueilli plus de 4 000 réponses.

des élèves seulement étaient revenus à l'école 10 jours après la réouverture, dont seulement 16,5% dans les milieux populaires.

1/4

MOINS DE 8% des PE n'avaient pas repris le chemin des classes pour des raisons de santé ou pour garde d'enfants.\*



C'est, selon les enseignant.es, le nombre d'élèves en grande difficulté de leur propre classe qui ne seraient pas revenus.es à l'école 10 jours après la réouverture.

81%

## PORTRAIT



**POUR FRÉDÉRIQUE,**  
la classe cycle, c'est une  
attention au cheminement.

# LE BONHEUR EST DANS LE CYCLE

Frédérique Lalouette a fait le choix de travailler en classe cycle dans une école maternelle. Elle y trouve une qualité de travail d'équipe et un climat où on prend le temps d'apprendre en s'entraînant.

« Plutôt que de viser la performance, on s'appuie sur l'entraide ». C'est une des raisons qui motive Frédérique Lalouette à enseigner en classe cycle. En 2014,

quand elle est arrivée sur l'école maternelle de Bouguenais (Loire-Atlantique), elle savait que l'équipe travaillait en classe multi-âge. « J'ai choisi en connaissance de cause, mais le climat au sein de l'école et le travail collectif étaient déterminants pour moi », explique-t-elle. Venir au travail avec plaisir est un critère incontournable pour Frédérique. Elle se souvient, en effet, d'un certain dégoût de l'école ressenti par son petit frère lorsqu'il avait sept ans. Cet enfant qui n'aimait plus jouer ni à l'école, ni à la maison, est un souvenir qui l'a marquée. À l'époque, elle s'était dit que cela devait être très difficile d'être maîtresse et de motiver tous les élèves. Après 20 ans comme agent de voyage,

elle se sent à nouveau interpellée par « les rouages de l'apprentissage et curieuse de comprendre comment on s'approprie les savoirs et les savoir-faire ». Alors, elle reprend des études et est appelée sur liste complémentaire dans le Maine-et-Loire. Elle fait ainsi ses premiers pas de maîtresse en SEGPA, en ZEP, puis sur des compléments de service avant d'intégrer la Loire-Atlantique.

### DES COLLECTIFS APPRENANTS

Avant de se lancer dans ces classes cycles, elle avoue avoir été effrayée a priori par la complexité de la gestion des groupes, le poids de l'organisationnel. Puis, elle s'est dit que finalement, même avec une seule classe d'âge, il y avait plusieurs niveaux. Elle apprécie particulièrement l'entraide que cela fait naître entre les maîtresses qui ont des PS-MS-GS. Les décloisonnements, les connaissances des enfants et les réflexions partagées, les outils mutualisés, les disputes professionnelles, les décisions collectives sont autant de stimulations professionnelles. « Cela permet aussi une cohérence de suivi ». En fin de PS, les enseignantes « rebrassent » ces élèves pour une nouvelle répartition, mais les MS poursuivent en GS dans la même classe. « C'est un plus car les plus grands connaissent le fonctionnement de la maîtresse et peuvent tutorer les autres. »

Même si Frédérique regrette de ne pas assez jouer sur les différenciations inter-niveaux, elle estime que cette configuration favorise des aménagements multiples et riches. Des groupes mixtes sont élaborés en langage, des situations problèmes sont mises en œuvre en utilisant les propositions de toutes et tous, sans distinction de la classe d'âge, parfois au contraire, les ateliers se font distinctement pour les PS, les MS et les GS. L'enseignante profite aussi des moments particuliers du début d'après-midi lorsque les petites sections sont à la sieste et que sa classe de 28 élèves est allégée. « Cette classe multi-âge correspond à mes valeurs. Elle me donne la joie de les voir grandir, de gravir avec eux les marches de l'apprentissage au fil des années. », rapporte Frédérique. Même si, à quelques mois de sa retraite, ce plaisir de profiter d'une progression apaisée aura sans nul doute été bousculé par le confinement. MATHILDE BLANCHARD

## QUESTIONS & RÉPONSES

**Q: EN CONGÉ PARENTAL DEPUIS SIX MOIS POUR MON TROISIÈME ENFANT, JE SOUHAITERAIS PROLONGER CELUI-CI. J'AI ENTENDU DIRE QU'IL Y AVAIT DES CHANGEMENTS ?**

**R:** En effet, depuis le 5 mai 2020, il y a eu des modifications. Il est désormais possible de prendre un congé parental pour des périodes de deux à six mois renouvelables. Pour le prolonger, votre demande de renouvellement doit être formulée un mois avant la fin de celui-ci et non plus deux mois. Vous êtes toujours tenu

de réintégrer aux 3 ans de votre enfant. Des échéances spécifiques sont prévues dans le cas d'une naissance multiple ou d'une adoption. Par ailleurs, le congé parental est compté pour les durées d'avancement, pour les promotions dans la limite de cinq ans pour l'ensemble de la carrière. N'hésitez pas à contacter le SNUipp-FSU pour vérifier vos droits et pour qu'il vous accompagne dans votre démarche le cas échéant.

**Q: À PLUSIEURS REPRISES A ÉTÉ ANNONCÉ QU'UNE PRIME "COVID-19" SERAIT ATTRIBUÉE AUX PERSONNELS. AU FINAL, QUI EST CONCERNÉ ?**

**R:** Cette prime concerne

l'ensemble des personnels (directrices et directeurs, adjointes et adjoints, AESH, AED...) ayant assuré plus de quatre jours d'accueil d'enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise. Le dimanche est décompté pour deux jours travaillés. Un cadrage national fixe son montant : de 4 jours à 9,5 jours : 330 €, de 10 jours à 15,5 jours : 660 € et à partir de 16 jours : 1000 €. Lors des discussions avec le ministère, le SNUipp-FSU a rappelé que l'engagement de toute la profession a été fort durant cette période et qu'il ne saurait se résumer au seul dispositif d'accueil des enfants en présentiel. Avec la FSU, il revendique que tous les personnels soient éligibles à cette prime.

**Q: POUR ME RENDRE À L'ÉCOLE, JE ME DÉPLACE**

**À VÉLO. AI-JE DROIT À UNE INDEMNISATION ?**

**R:** Oui. Un décret paru le 9 mai permet désormais de bénéficier d'un « forfait mobilités durables » dont le taux plein est de 200 €. Il concerne les déplacements domicile-travail effectués à vélo, vélo électrique ou en covoiturage. L'utilisation de l'un ou l'autre de ces moyens de transport pendant au moins 100 jours dans l'année civile est requise. La durée requise comme le montant du forfait sont proratisés en fonction de la quotité de travail. Une déclaration sur l'honneur est à produire au plus tard le 31 décembre auprès de l'administration, qui a toute autorité pour procéder à un contrôle. Le forfait « mobilités durables » est exclusif de tout autre remboursement de l'employeur concernant les trajets. À titre exceptionnel pour l'année 2020, le montant du forfait est ramené à 100 €, avec 50 jours minimum d'utilisation.

**KISA@TOU**  
Le memento administratif du SNUipp-FSU

UNE QUESTION à laquelle vous n'avez pas la réponse ? KISA@TOU vous oriente.

À retrouver sur [snuipp.fr](http://snuipp.fr)

### LE CALENDRIER SCOLAIRE 2020-2021

**ZONE A :** académies de Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Poitiers.  
**ZONE B :** académies d'Aix-Marseille, Amiens, Caen, Lille, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Orléans-Tours, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg  
**ZONE C :** académies de Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

VACANCES	ZONE A	ZONE B	ZONE C
PRÉRENTRÉE DES ENSEIGNANTS	lundi 31 août		
RENTRÉE SCOLAIRE DES ÉLÈVES	mardi 1 <sup>er</sup> septembre		
TOUSSAINT 2020	Fin des cours : samedi 17 octobre Reprise des cours : lundi 2 novembre		
NOËL 2020	Fin des cours : samedi 19 décembre Reprise des cours : lundi 4 janvier		
HIVER 2021	Fin des cours : samedi 6 février Reprise des cours : lundi 22 février	Fin des cours : samedi 20 février Reprise des cours : lundi 8 mars	Fin des cours : samedi 13 février Reprise des cours : lundi 1 <sup>er</sup> mars
PRINTEMPS 2021	Fin des cours : samedi 10 avril Reprise des cours : lundi 26 avril	Fin des cours : samedi 24 avril Reprise des cours : lundi 10 mai	Fin des cours : samedi 17 avril Reprise des cours : lundi 3 mai
GRANDES VACANCES 2021	Fin des cours : mardi 6 juillet		

Pour l'année 2020-2021, les classes vaqueront le vendredi 14 mai et le samedi 15 mai 2021. Pour les enseignants, deux demi-journées (ou un horaire

équivalent), prises en dehors des heures de cours, pourront être dégagées, durant l'année scolaire, afin de permettre des temps de réflexion et de formation sur des sujets proposés par

les autorités académiques.

NB : La Corse, les départements et les collectivités d'Outre-mer font l'objet d'un calendrier spécifique. À consulter sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale.

par Marion Katak

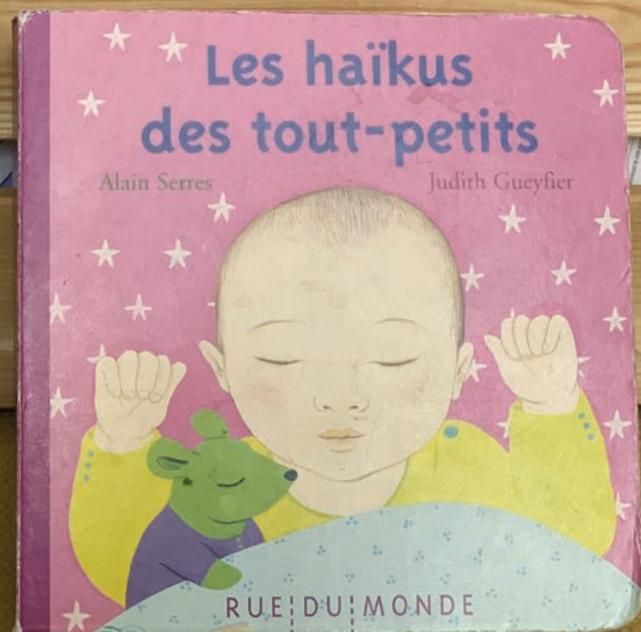
## LIVRES

# Bienvenue en terres japonaises

La culture nipponne a inspiré de nombreux artistes. Pour la jeunesse, le pays du soleil levant n'est pas en reste et pas seulement pour le dessin animé. Petit tour d'horizon de l'actualité littéraire et en clin d'œil aux expositions récentes Hiroshige ou Hokusai.

Le dernier ouvrage du professeur Tatsu Nagata allie, comme toujours, humour du dessin et qualité scientifique. En effet, ce scientifique très sérieux et de renommée internationale a fait le choix, depuis longtemps et sous pseudonyme, de transmettre sa passion aux enfants pour leur faire aimer et protéger la nature. La simplicité du graphisme et des textes est au service d'un message écolo. Le nouveau documentaire sur **Les bêtes de la campagne** ne déçoit pas : drôle et instructif, il présente tour à tour le cochon, la vache ou le lapin mais aussi l'escargot, la taupe et le hérisson. Poétique et grave, avec des illustrations éblouissantes, **Yukio, l'enfant des vagues** est un conte bouleversant qui évoque avec pudeur le deuil d'un enfant. Inspiré de légendes japonaises, c'est l'histoire d'un écrivain en panne d'inspiration, qui se ressource dans la douceur de vivre d'une petite île sauvage et qui, par une rencontre, apprend l'histoire de Yukio. Cet étrange garçon était si résolument tourné vers l'océan

**PARTAGER DES ÉMOTIONS** avec des tout-petits autour des haïkus.



que de petites écailles ont fini par apparaître sur son dos. Et qu'avec le temps ses baignades duraient de plus en plus longtemps et l'éloignaient du rivage... Pour aller plus avant, **10 contes du Japon** dans lesquels on retrouve des samourais et des histoires de guerre mais aussi de la poésie et des rêves, une tortue et un vieux pêcheur... On ne saurait parler du Japon sans manga. **Chi, une vie de chat** est le 19<sup>e</sup> tome des aventures du chat le plus célèbre du manga. La si mignonne boule de poil poursuit ses tribulations pour notre plus grand plaisir en nous

## AIMER ET PROTÉGER LA NATURE

immergeant dans le quotidien urbain et paisible d'une petite famille. L'adorable petite chatte retrouve enfin sa vraie

maman, quelle joie ! Mais, alors, Chi ne vivra plus avec son ami Yohei et ses parents ? Ce n'est pas possible... Voici la fin des aventures de Chi, à ne pas rater. Un album de 96 pages couleur à la ligne claire, en sens de lecture français. Comment ne pas aussi évoquer les haïkus ? Aujourd'hui, des formes brèves dans un petit pavé cartonné facile à manipuler, aux couleurs douces pour rêver et s'étonner, autour des émotions et impressions perçues au cours de la journée dans **Les haïkus des tout-petits**. Pour les plus grands, **Japop'** un documentaire photo à l'humour décapant : mangas, jeux vidéos, animés, cosplay, idols, karaoké... plongez au cœur de la riche et dépaysante popculture nipponne : vous pourrez approfondir vos connaissances sur Mario le plombier et les Pokemon, le style Ghibli ou One Piece...

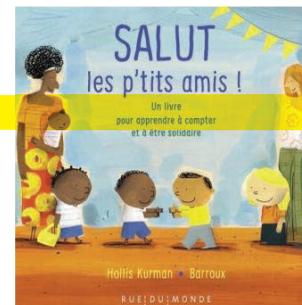
- **LES BÊTES DE LA CAMPAGNE**, de Tatsu Nagata, Ed. Seuil jeunesse C2
- **YUKIO, L'ENFANT DES VAGUES**, de Jean-Baptiste Del Amo, ill. Karine Daisay, Ed. Gallimard Jeunesse C3
- **10 CONTES DU JAPON**, de Rafe Martin, Ed. Flammarion Jeunesse C3
- **CHI RETROUVE SA MAMAN**, une vie de chat Tome 19, de Konami Kanata, Ed. Glénat Jeunesse BD C2 C3
- **LES HAÏKUS DES TOUT-PETITS**, d'Alain Serres, ill. Judith Gueyffier, Ed. Rue du Monde C1
- **JAPOP' : TOUT SUR LA CULTURE JAPONAISE !** de Mathieu Rocher, Ed. De la Martinière jeunesse C3

## LIVRE

## Album à compter

Des images tendres et efficaces qui font énumérer un bateau, deux mains, trois repas partagés... Apprendre à compter selon les lois de la solidarité avec deux enfants exilés, leur maman et le bébé à naître. Simple, cet album installe dans le paysage des gestes de partage avec ceux qui en ont besoin.

► **SALUT LES P'TITS AMIS**, de Hollis Kurman, ill. Barroux, Ed. Rue du Monde

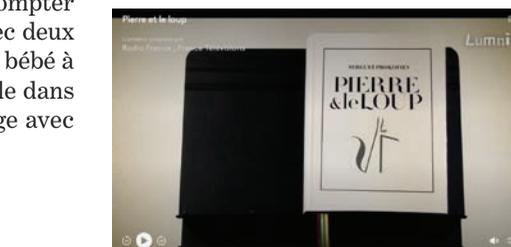


## VISITE VIRTUELLE

## L'œuvre au noir

Le Louvre, Beaubourg, mais aussi la galerie Lympia, à Nice font honneur aux 100 ans du peintre de l'outrenoir. Pierre Soulages, figure majeure de la peinture non figurative continue de peindre à un rythme soutenu. À Nice jusqu'au 23 août ; une visite virtuelle est accessible à tous et toutes.

► [HTTPS://WWW.HDMEDIA.FR/VISITE-VIRTUELLE/HD/CBP2JP305-SOULAGES-GALERIE-LYMPIA-DEPARTEMENT-DES-ALPES-MARITIMES.HTML](https://www.hdmmedia.fr/visite-virtuelle/hd/cbp2jp305-soulages-galerie-lympia-departement-des-alpes-maritimes.html)



## INTERVIEW

## Erika Negrel

### POURQUOI CE PROJET ?

Le réseau diagonal réunit partout sur le territoire des centres d'arts spécialisés en photographie et dédiés à l'image. Le projet *Entre les images* propose des ateliers de pratiques et d'éducation à l'image par la photographie. Il implique des photographes et s'adresse à tous les publics, des enfants bien sûr, mais aussi des adultes avec l'ambition d'apprendre de soi et des autres par la photographie.

### PRODUIRE DES IMAGES POUR APPRENDRE À LES LIRE ?

Faire société, c'est aussi accompagner les personnes à appréhender les images que l'on voit partout en exerçant leur sens critique. C'est en faisant qu'on acquiert des connaissances. Chaque programme tient compte des contextes de vie et de territoire et souhaite enrichir une vie sociale de proximité. La rencontre avec des artistes photographes permet de décloisonner les modes de pensées.



© Erika Negrel

L'artiste amène une manière de faire et un autre rapport au sensible et ce pas de côté aiguise le regard pour une autre appréhension du monde.

### COMMENT PARTICIPER ?

Il suffit de contacter un membre du réseau présent sur le site internet. Les projets doivent comporter une

## VOD

## Pierre et le loup

Une animation qui propose une version revisitée du chef-d'œuvre de Prokofiev par l'Orchestre national de France, filmé dans un décor animé créé par un trio de réalisateurs, avec la voix de François Morel.

► [HTTP://WWW.LUMNI.FR/VIDEO/PIERRE-ET-LE-LOUP](http://www.lumni.fr/video/pierre-et-le-loup)

## Sorcières 2020

Bibliothécaires et libraires ont décerné leurs fameux prix parmi les trente livres sélectionnés. Bravo aux six lauréats !

- **LES CHOSES QUI S'EN VONT**, Béatrice Alemagna
- **L'ARRÊT DU CŒUR OU COMMENT SIMON DÉCOUVRI L'AMOUR DANS UNE CUISINE**, Agnès Debacker et Anaïs Brunet
- **L'ÉTRANGE MALAVENTURE DE MIRELLA**, Flore Vesco
- **LE DERNIER ROI DES LOUPS**, William Grill

## BIO

**Erika Negrel** est secrétaire générale du réseau diagonal

phase de médiation et de rencontre et une phase d'ateliers d'a minima 25 heures. Ce qui importe, c'est qu'un parcours soit construit avec une rencontre. Il faudra également prévoir un temps de valorisation-transmission. Chaque membre du réseau établit un cahier des charges, y compris financier. Il y a un soutien du projet par le réseau via le ministère de la culture mais il reste une part qui revient au budget des écoles. PROPOS RECUEILLIS PAR L.B.

[HTTPS://RESEAU-DIAGONAL.COM / PROJET « ENTRE LES IMAGES »](https://reseau-diagonal.com/projet-entre-les-images)



© MICHIELLINAJA

## Ségur de la santé : au chevet du malade

Le gouvernement vient de lancer une concertation sur l'avenir du secteur hospitalier et la médecine de ville dont les conclusions sont déjà attendues à la mi-juillet.

Le Covid-19 aura été plus efficace que les deux ans de lutte des personnels pour remettre la santé au centre des débats. Le gouvernement a lancé le 26 mai, une concertation sur l'avenir du système de santé français. Le comité Ségur national est constitué de syndicalistes, de personnels de structures médico-sociales, de personnels médicaux... beaucoup de médecins, des hôpitaux et libéraux, cer-

tains collectifs. Il se réunira toutes les semaines et remettra ses conclusions à la mi-juillet. C'est bien court pour prendre l'avis des territoires sur les sujets si vastes des 4 piliers : transformer les métiers et revaloriser ceux qui soignent, définir une nouvelle politique d'investissement et de financement au service des soins, simplifier radicalement les organisations et le quotidien des équipes, fédérer les acteurs de la santé dans les territoires au service des usagers. Un groupe de travail planchera quant à lui sur l'épineux dossier des carrières et les rémunérations des personnels médicaux et non-médicaux. Les CRSA ont ouvert des espaces d'expression dématérialisés qui pourront alimenter les débats du comité. Et le CESE a lancé une consultation citoyenne sur l'hôpital qui lui permettra d'émettre un

« Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »

Emmanuel Macron, 12 mars 2020

avis à l'automne. Si le sujet est urgent, la précipitation qui permet d'évacuer un vrai débat public interroge.

Après les applaudissements, les jours de congés offerts par la population et les médailles par l'État qui ont beaucoup fâché les personnels, il serait donc l'heure pour Emmanuel Macron de se pencher au chevet du malade. Un président qui remet en cause du jour au lendemain vingt ans de politiques libérales ayant asphyxié le service public de santé : comment y croire quand dans le même temps, des suppressions de lits sont encore envisagées çà et là ? La crise sanitaire a mis en avant la nécessité de recruter des personnels, d'améliorer leurs conditions de travail et de revaloriser leurs salaires. Elle a permis au médical de reprendre la main sur l'administratif et de remettre les patients et leur santé au cœur d'un système tarifé, gouverné comme une entreprise privée. Car si la catastrophe a été évitée, c'est bien grâce au professionnalisme et au dévouement des personnels qui sans compter ont donné de leur temps, de leur énergie et, pour certains et certaines, leur vie. Afin de peser sur les débats, une première grande journée nationale d'action pour la défense et le développement de l'hôpital public est organisée le 16 juin.

VIRGINIE SOLUNTO



**FLAVIEN BENAZET,**  
Sous-brigadier,

Co-secrétaire général du SNUITAM-FSU

## QUID DES VIOLENCES POLICIÈRES ?

Oui, les violences policières sont illégitimes. Il n'y pas de violence légitime, elle n'est pas légale. Mais des règles de sécurité doivent être appliquées et des réactions proportionnées sont possibles. « L'établissement » laisse faire trop de choses. Il est nécessaire que l'IGPN ou l'IGGN deviennent indépendantes et placées sous l'autorité d'un magistrat. Cela permettrait de mener des enquêtes sans pression politique ou de l'interne de la police. Et ce n'est pas en supprimant les images de policier au travail que l'on va améliorer la situation. Ces images permettent de dénoncer des propos et des violences de certains qui n'ont rien à faire dans la police républicaine. Le Snuitam Fsu a toujours condamné et condamnera toujours, le racisme, sous toutes ses formes, envers qui que ce soit. Racisme, antisémitisme et homophobie n'ont pas leur place dans notre société du XXI<sup>e</sup> siècle.

PROPOS RECUEILLIS PAR L.B.

## Genou à terre, pour un monde meilleur

« Quand Adama Traoré ou George Floyd meurent, c'est pareil : ce sont des hommes noirs qui meurent de leur rencontre avec des policiers. Le chagrin et les larmes sont les mêmes de chaque côté de l'Atlantique ».

Ces paroles fortes de Christiane Taubira, données au JDD, viennent résumer la colère antiraciste devenue « Monde » bien au-delà des seules frontières États-Uniennes.

Porte de Clichy, Madrid, Londres, Berlin, Copenhague, Glasgow, Bruxelles, Barcelone ou encore Tunis et Sydney... partout des genoux à terre se sont posés. À Rome, sur la Piazza del Popolo, une manifestation spontanée a réuni des milliers de jeunes qui se sont agenouillés en silence, le poing levé, pendant 8 minutes 46, le temps pendant lequel le policier Derek Chauvin a appuyé son genou sur le cou de George Floyd jusqu'à sa mort.

Dans un contexte d'interdiction de rassemblement pour cause sanitaire, ce

sont plutôt des jeunes qui se sont mobilisés dans des manifestations où les pancartes fleurissent comme un mode d'expression universel aussitôt répandu sur les réseaux sociaux. Une jeunesse bigarrée, de tous les milieux, qui a su de manière spontanée le mardi 2 juin puis, un peu plus organisée, le samedi 6 juin manifester avec grande responsabilité à travers toute la France contre les violences policières.

Ce mouvement de protestation planétaire commence à porter ses fruits avec l'annonce du démantèlement de la police de Minneapolis et la récente publication de l'enquête d'opinion de la *Monmouth University*. 76 % des Américains et 71 % des électeurs blancs jugent que « le racisme est un grand problème aux États-Unis », des chiffres en hausse de 26 points depuis 2015. Des événements qui donnent l'espoir que le XXI<sup>e</sup> siècle puisse enfin sonner le glas de la pensée raciste. LAURENT BERNARDI

## Dépendance : le cinquième élément

Créer une nouvelle branche à la sécu, à côté de l'assurance maladie, de l'assurance vieillesse, des branches famille et accidents du travail : l'idée n'est pas nouvelle. Mais elle ressurgit aujourd'hui en raison de la crise sanitaire qui a été dévastatrice pour les personnes âgées, particulièrement dans les Ehpad. Il est vrai aussi que le contexte démographique, avec l'allongement continu de l'espérance de vie et 15% de la population qui aura plus de 75 ans à l'horizon 2040, invite à sécuriser une prise en charge digne de la dépendance et du handicap par la collectivité. Mais comment la financer ? En réorientant, à partir de 2024, 2,3 milliards d'euros de

CSG vers la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), suggère un projet de loi envoyé aux partenaires sociaux le 19 mai dernier.

Une somme qui risque d'être très insuffisante, dans un contexte où par ailleurs le financement de nombre de besoins sociaux n'est pas assuré. D'autres budgets devront donc être trouvés, mais pas dans les poches des assurés sociaux, prévient d'ores et déjà la FSU qui revendique « la création d'un grand service public de l'autonomie et une prise en charge à 100% de la perte d'autonomie ». Elle s'oppose aussi à la création d'une cinquième branche, considérant que ce risque doit être pris en charge par la branche maladie de la sécu « qui doit se voir attribuer des recettes supplémentaires, (...) en commençant par remettre en cause les différentes exonérations (27,3 milliards d'euros en 2017) ou en luttant contre l'exil fiscal. » F.B.

# “Aller vers une école de culture commune”

Le confinement et l'école à distance font courir le risque de la perte d'une école commune. Les conditions d'une reprise de tous les élèves, de toutes les classes sociales doivent être données.

## COMMENT L'ÉCOLE A-T-ELLE TRAVERSÉ LA CRISE SANITAIRE ?

**STÉPHANE BONNÉRY :** Avec surprise et une forte impréparation, il faut bien le dire. Mais de fait, les logiques à l'œuvre, les difficultés qui étaient déjà là se sont trouvées exacerbées. L'enseignement à distance a posé bien sûr, des questions d'équipement, mais a surtout montré que le déplacement des enseignements hors de l'école se heurte avec violence à la réalité. La majorité des enfants ne sont pas socialisés à la maison pour être des élèves, dans la connivence avec la culture de l'école, au sens où ce que l'on rencontre dans la vie doit être considéré en objet d'étude et pas seulement en objet de pratique. Et ça c'est le rôle de l'école, à l'école. On connaît bien en sciences de l'éducation la question des malentendus scolaires et les enseignants doivent déjà y remédier en classe, avec toute leur formation et leur compétence pédagogique. Penser que l'on peut transférer cela, à des non professionnels, et dans des espaces qui ne sont pas faits pour, est complètement illusoire.

## N'EXISTE-T-IL PAS UN RISQUE DE TRANSFERT DES APPRENTISSAGES ?

**S.B. :** Dans cette période, on a vu que le ministre considère les enseignants comme des distributeurs de fiches ou de liens web. Si on va au bout de cette logique, il y a un fort danger de suppression d'une grande part d'entre eux. Or bien peu de familles ont les connaissances et les manières de faire pour enseigner. Les supports pédagogiques de la classe sont pensés pour être cadrés et accompagnés

par l'enseignant dans une activité, un discours, une interaction. On a bien vu pendant la période de confinement que ces supports envoyés dans les familles ne pouvaient produire les mêmes effets. Jean-Michel Blanquer instrumentalise la crise pour imposer l'enseignement à distance ou encore tenter, avec les 2S2C, la déscolarisation des arts et des activités physiques en les renvoyant aux communes, à l'associatif, voire aux familles. Il réduit ces domaines à de l'épanouissement. Or les arts, la musique, l'éducation physique, cela s'enseigne. Un roman entre les mains d'un gamin ne suffit pas pour enseigner la lecture.

## DEPUIS LE 11 MAI, TOUS LES ENFANTS N'ONT PAS REPRIS LE CHEMIN DE L'ÉCOLE...

**S.B. :** À l'école dé-confinée sont surtout présents les enfants de salariés qui sont dans les métiers d'exécution sans possibilité de télétravail. Les enfants de cadres en télétravail et les enfants de travailleurs encore plus précaires, et pour l'instant sans emploi, n'y sont pas aujourd'hui. S'il n'est pas établi, dans les mois qui viennent, les conditions d'une véritable reprise de tous les élèves et de toutes les

“L'enseignement à distance a surtout montré que le déplacement des enseignements hors de l'école se heurte avec violence à la réalité.”



**BIO**  
**Stéphane Bonnéry,**  
Professeur en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, membre du laboratoire CIRCEFT-Escol

© Pierre Pyrkowicz

classes sociales, il y a le risque de ne plus avoir d'école unique avec des objectifs communs mais une école où l'on sera scolarisé en fonction de son origine sociale. C'est le risque de la perte d'une école commune, la fin de l'école publique avec ceux qui pourront faire appel à des services payants. Ce danger-là me semble sous-estimé alors que c'est le plus grave qu'ait connu l'école depuis 50 ans.

## QUE FAUT-IL PRIVILÉGIER POUR DÉMOCRATISER VÉRITABLEMENT L'ÉCOLE D'APRÈS ?

**S.B. :** Déjà il faut sauver la scolarité unique et aller vers une école d'une culture commune. Il y a besoin d'une formation continue des enseignants centrée sur la lutte contre les inégalités, en lien avec une recherche plurielle dont les enseignants peuvent s'emparer pour réfléchir à leur pratique. Il faut également prendre des mesures économiques drastiques pour dédoubler les groupes, rattraper le retard et lisser les programmes sur deux ou trois ans. La politique des cycles le permet. Enfin, il faut cesser d'individualiser les apprentissages. Avoir le souci de chacun, c'est veiller à ce que chacun parvienne aux mêmes objectifs, visés pour tous. Il faut donc repenser les programmes en prenant pour modèle les enfants qui n'ont que l'école pour apprendre et pas en fonction d'un idéal de l'élève modèle. PROPOS RECUEILLIS

PAR LAURENT BERNARDI

RETRAITES, CRISE SANITAIRE, CARTE SCOLAIRE, MOUVEMENT, PROFESSIONNALITÉ, RÉUSSITE DE TOUS... LE SNUIPP-FSU AGIT TOUTE L'ANNÉE TOUS AZIMUTS. N'HÉSITEZ PLUS, REJOIGNEZ-NOUS!

**#JEMESYNDIQUE**



**PAS DE MAGIE MAIS  
UNE EXPERTISE MILITANTE  
POUR VOUS AIDER**

**ADHERER.SNUIPP.FR**

# Quand on forme les citoyens de demain, on a besoin d'être épaulé.



Choisir MAIF, c'est choisir une offre conçue spécialement pour les jeunes enseignants. Pour faire face aux dépenses importantes, MAIF propose l'Offre Jeune Enseignant : une réduction de 10 % sur la cotisation auto et un remboursement de 50 € ou 100 € en regroupant l'assurance professionnelle avec l'assurance auto et/ou habitation.

**Pour plus d'informations : [maif-oje.fr](http://maif-oje.fr)**



**assureur militant**

## #ChaqueActeCompte

Offre valable jusqu'au 30 juin 2021, non cumulable avec les autres offres en cours, réservée aux nouveaux sociétaires MAIF enseignants de moins de 30 ans ou, quel que soit leur âge, aux professeurs stagiaires et titulaires 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années. La réduction de 10 % est déduite directement de votre cotisation auto Vam hors option au prorata 2020 et toute l'année 2021. Les avantages tarifaires de 50 € ou 100 € sont attribués sous forme de chèque de remboursement adressé après la souscription, en simultané ou en différé, au plus tard le 30 juin 2021, de l'assurance des risques professionnels Offre Métiers de l'Éducation associée à l'assurance habitation ou à l'assurance auto (50 € remboursés), ou aux deux (100 € remboursés). Ils sont valables une seule fois. **MAIF** - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances. **L'Offre Métiers de l'Éducation** est conçue dans le cadre d'un accord de partenariat entre MAIF et L'ASL. **L'ASL** - Fédération des Autonomes de Solidarité de l'enseignement public et laïque dite « L'Autonome de Solidarité Laïque » - 7 rue Portalis - 75008 Paris. Association régie par la loi de 1901.